

# TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

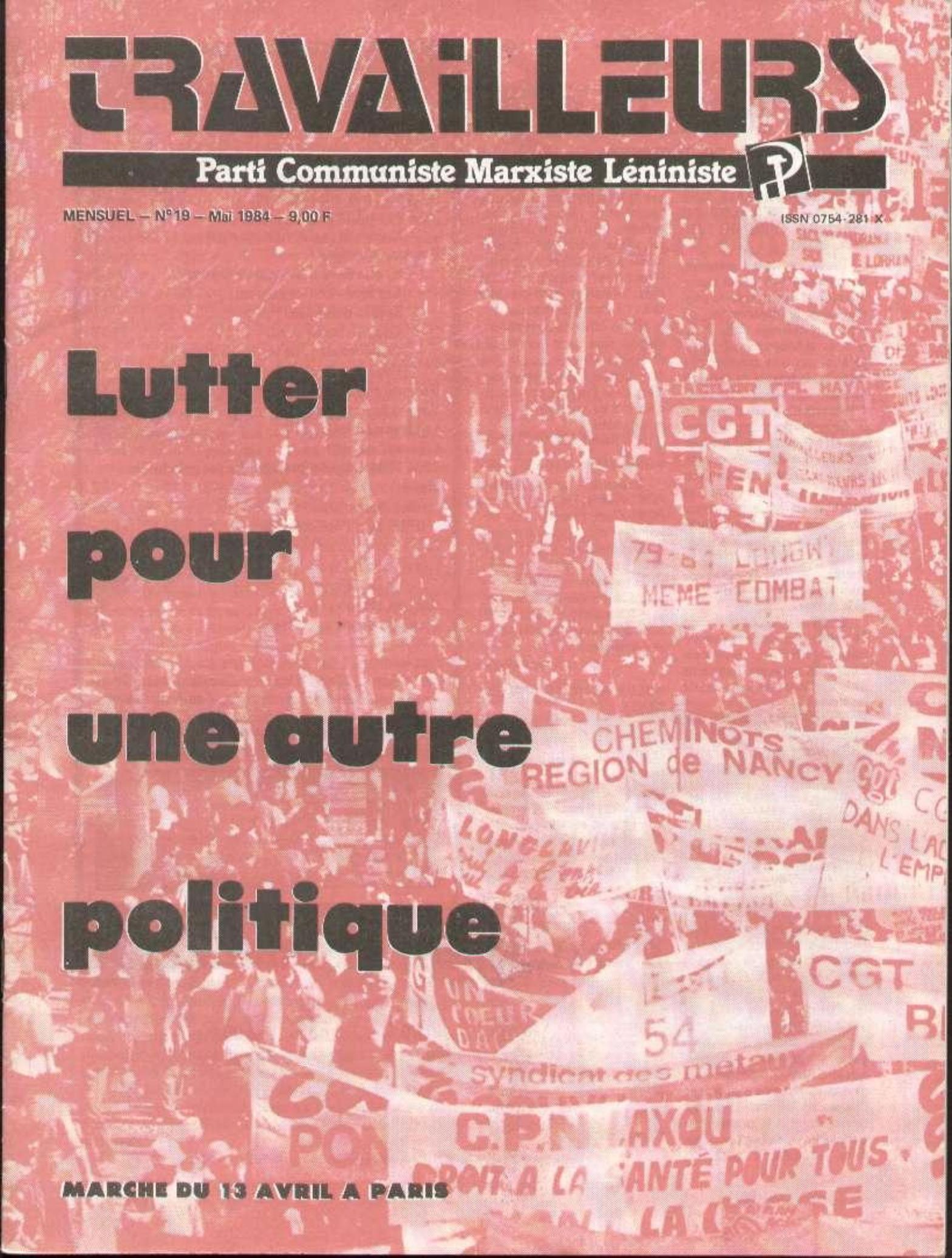


MENSUEL — N°19 — Mai 1984 — 9,00 F

ISSN 0754-281-X

## Lutter pour une autre politique

MARCHE DU 13 AVRIL A PARIS



## Les lecteurs nous écrivent



### • CUISINE PATRONALE : UNE NOUVELLE SPÉCIALITÉ DU NORD, LE CHÔMAGE PARTIEL TOTAL

Depuis quelques semaines, une nouveauté semble se répandre comme une traînée de poudre dans le département du Nord : le chômage « partiel total ». Le chômage partiel consiste à ne pas faire travailler une partie ou la totalité de l'effectif pendant un temps déterminé. L'indemnisation est alors prise en charge en partie par le patronat et en partie par l'Etat. Le chômage « partiel total » permet, lui, de licencier sans en avoir l'air, sans rompre le contrat de travail et surtout sans entamer de procédure de licenciement économique. La fameuse « souplesse » que réclame Gattaz, il semble que dans la région certains employeurs en aient trouvé la recette.

En effet, grâce à l'utilisation (à peine) abusive de la convention de l'UNEDIC, certains patrons se débarrassent d'un partie de leur effectif (particulièrement les travailleurs « protégés », comme les délégués du personnel), et ce sans les licencier. Il leur suffit pour cela de mettre ces travailleurs en chômage partiel total pendant deux quatorzaines (156 heures) consécutives. Passé ce délai, ceux-ci sont alors pris en charge par l'Assedic. Ils se retrouvent dans la même situation que les autres demandeurs d'emplois à la différence qu'ils n'ont pas été licenciés (qu'ils n'ont donc pas touché d'indemnités de licenciement), qu'ils font toujours officiellement partie du personnel mais qu'ils ne seront réintégrés que si leur patron le souhaite. Ils sont en principe prioritaires sur toute embauche.

Parmi les entreprises à utiliser cette procédure, Massey-Ferguson à Marquette, qui entendait ainsi obtenir le licenciement de la centaine de travailleurs que l'Inspection du travail lui avait refusé. Grâce à la pression des travailleurs et de leurs organisations syndicales, il semblerait

que la direction soit obligée de reculer et de réintégrer ces travailleurs. Mais dans de nombreuses autres entreprises (dans la navale à Dunkerque, dans le bâtiment chez Coignet, à Anzin chez Vallourec) cette procédure a déjà permis de licencier.

Si du côté des travailleurs, on peut donc noter une première riposte victorieuse, du côté du gouvernement on attend toujours pour l'instant que les décrets mis au point par J. Ralite soient publiés.

Marc LEBLANC (Nord)

### • QUELQUES SUGGESTIONS

Quelques suggestions sur PCML-Flash et Travailleurs. Dans PCML-Flash, l'encadré « du travail pour tous » est une énumération fastidieuse, sauf le numéro du 5 avril. La série « voyages » dans Travailleurs, tout en étant bien documentée et intéressante, prend beaucoup de place... Sinon, dans l'ensemble notre presse s'améliore.

C.H. (Antony)

### • DEUX ARTICLES INTÉRESSANTS

Un exemple concernant la presse, dans le n°17 de Travailleurs : deux articles intéressants (Occitanie et PTT), nous permettent d'augmenter la vente et de faire un travail de prospection dans les secteurs intéressés. Ce qui démontre l'importance que peut avoir un sujet travaillé en profondeur sous forme de brochures...

R.M. (Limoges)

## PCML Flash

hebdomadaire

## TRAVAILLEURS

mensuel

Abonnement groupé :

6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F

soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Nom .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....

Règlement à : Presse d'Aujourd'hui - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20

## SOMMAIRE

Editorial .....	3
Ça s'est passé .....	4
Les élections européenne .....	5
Patronat : nouvelle offensive .....	6
Vote de confiance :	
la page de la clarification n'est pas tournée ..	7
Dossier sidérurgie :	
la crise de la sidérurgie en Europe .....	8
Lorraine : non au plan acier .....	9-10
Sacilor-Gandrange .....	11
Longwy blessé à mort .....	11-12
Ugine-Aciers : une logique d'avant 81 .....	13
Fos : du miracle à la débâcle .....	14
Nouveau statut des fonctionnaires .....	15
Voyage au Pays Basque .....	16-17-18-19
Le Monde en bref .....	20
L'Europe en lutte .....	21
1974-1984 : dix ans de luttes des peuples du Tiers Monde .....	22
Le Mexique en crise .....	23
L'URSS dans l'océan Indien .....	24-25
Chine : pour un autre développement .....	26
Parlons ensemble :	
de la politique industrielle .....	27-28-29-30
Culturel : Paroles noires .....	31
Un siècle d'action syndicale .....	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Cat Bruma, Hervé Dastar, Claude Dhalluin, Camille Granot, Dominique Lardoux, François Larguier, Catherine Laurent, Jean Lissar, Philippe Rijsel, Jean-Michel Roussel, Serge Senez, Alain Sentier, Robert Vallot.

Travailleurs : BP 90 - 75962 Paris Cedex 20.  
 Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

## EDITORIAL

# Lutter pour une autre politique

« Il n'y a pas d'autre politique possible ». Ce leitmotiv du gouvernement prétend justifier tous ses actes : de l'austérité au plan acier, des quotas laitiers au « compromis » sur l'école. A l'Assemblée nationale, Pierre Mauroy a maintenu ses choix avec fermeté ; les députés du PS et du PCF les ont votés. Alors, que faire désormais ? Faut-il faire le dos rond en attendant le messie « croissance » annonçant des jours meilleurs et s'en tenir à négocier les accompagnements sociaux dans les limites financières imparties et rabougries ? Suffira-t-il de lancer des phrases vengeresses ou désabusées sur la gestion par la gauche d'une politique de droite ? La pilule est dure à avaler, quand un Gattaz ou un Chirac applaudissent au « réalisme » gouvernemental, seulement trop tardif et trop timoré à leur gré !

« Il n'est pas question de sacrifier l'économie au nom d'avantages illusoire » explique Pierre Mauroy. Mais qui parle de sacrifier l'économie ? Le droit au travail est-il un avantage illusoire ? Maintenir un pouvoir d'achat médiocre ou carrément insuffisant, un besoin hors de propos ? Dans les rues, ces dernières semaines, des dizaines de milliers, sidérurgistes et mineurs, viticulteurs et producteurs de lait, condamnent, faits à l'appui les « avantages illusoire » des plans de restructuration : chômage, bas salaires, mort de régions entières, expulsion des terres, avenir bouché pour des millions de jeunes. De ces hommes et de ces femmes monte non seulement un refus des plans catastrophe, refus que le gouvernement baptise bien vite « voie de la facilité et du passé », mais aussi jaillit une foule de propositions concrètes, d'idées positives, mais aussi s'exprime une combativité constructive pour une autre politique, pour d'autres choix.

Leurs exigences ne sont pas égoïsmes, leurs propositions ne sont pas nécessairement utopies. Sans doute une autre politique serait-elle rude, rude pour les multinationales, rude pour le patronat et la droite, rude pour les chefs politiques. Mais elle est possible ! Sans doute nécessite-t-elle d'envisager autrement la politique européenne et la question monétaire. Sans doute nécessite-t-elle de renégocier les accords de Rome, de s'attaquer au diktat du sacro-saint dollar, de ne pas se soumettre aux règles impérieuses du marché impérialiste mondial, de redéfinir la place de la France en dehors des frontières coloniales et sans pressurer le Tiers Monde... Sans doute une autre politique exigerait-elle des changements dans l'Etat comme dans ses structures. Tout cela est difficile, mais avant et depuis mai 81, des travailleurs, des militants de différents horizons en parlent et l'envisagent. La grande illusion, l'illusion la plus dangereuse, c'est celle de dirigeants qui persistent à croire qu'ils vont gagner sans les travailleurs, voire contre eux.

Le Parti socialiste et F. Mitterrand n'ont pas calmé le jeu en obtenant le vote du 19 avril à l'Assemblée, même si leur partenaire au gouvernement met quelques bémols. Car les refus que le PCF exprime sont dans le pays et bien au-delà de ses rangs, car il existe outre ses propres propositions, d'autres propositions, d'autres choix en débat. Le Parti communiste français peut-il, à lui seul, infléchir la politique gouvernementale sur ses propres vues en reconduisant l'ambiguïté d'une politique de contestation et de solidarité gouvernementale de plus en plus intolérable pour ses militants et ses proches, de moins en moins crédible pour les travailleurs ? On le voit, la lutte pour imposer une autre politique dans le pays exige que naisse une autre politique à gauche, des rangs ouvriers et populaires eux-mêmes. Les trois dernières années ont bousculé bien des certitudes, bien des a priori et des habitudes. Le « faites-nous confiance, on gouverne pour vous », assez largement accepté après mai 81, a fait long feu. Après la déception et le désarroi, viennent les interrogations, la réflexion, l'exigence d'échanges, de confrontations de vues, d'actions communes, par delà les vieux clivages et tabous, les antagonismes caducs et les étiquettes. Dans les associations, dans les syndicats et autour d'eux, pointe l'exigence de militants, de travailleurs et de jeunes aussi de prendre en mains leurs affaires et d'explorer des voies nouvelles. A petite échelle et pour des objectifs limités, bien souvent. Et pourtant, c'est dans l'action quotidienne, pour les aspirations et les revendications ouvrières et populaires, que se fraie le plus solidement la voie du renouveau, pour une autre politique.

Camille GRANOT



TOUTE RESSEMBLANCE...

M. Le Pen avait intenté, après Dreux, un procès à TF1, en l'occurrence pour un commentaire de Francine Buschi (sympathique) :

« Les crimes racistes dans lesquels l'idéologie d'extrême-droite a été impliquée dans un passé récent... suscitent des réactions au plan national ».

« L'extrême-droite » étant « lui » (on lui laisse volontiers la responsabilité de l'affirmation), Le Pen s'estimait diffamé. La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle en a décidé autrement. Débouté!

Fort de ses « succès » électoraux, à Dreux, à Paris et ailleurs, sur l'école, sur le chômage, la sécurité, l'immigration, l'extrême-droite développe des thèmes « racistes et fascistes » (France aux Français, Immigrés dehors...), des thèmes qui font l'apologie des crimes racistes et les suscitent...

Evidemment, toute ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existé, serait pure coïncidence...

LE PARLER-VRAI

« Quand on voit la chute du niveau de vie de certaines catégories, il n'est pas tout à fait cohérent que seuls les agriculteurs se donnent comme objectif une préservation absolue de leurs revenus... »

Bigre! Quel est le provocateur qui se permet de proclamer ceci dans la presse (en l'occurrence Libé)? Heu!... Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, en personne...

À l'heure où les agriculteurs, dernièrement les éleveurs de porcs et les viticulteurs, se battent pour leur survie, et pas pour conserver un revenu qu'ils n'ont plus depuis plusieurs années, du moins pour les petits et moyens... cette phrase a un goût amer.

Une amertume qui, telle certains gaz, peut s'enflammer au contact de l'air. Après on pourra toujours contempler, l'œil triste, les ruines d'un centre Leclair ici d'une préfecture là... On pourra toujours s'étonner si des

centaines de viticulteurs et petits paysans acculés à la ruine en viennent à employer ce moyen pour se faire entendre... (pour peu que ce soit des viticulteurs qui l'aient fait s'élever en fumée...).

Le « parler-vrai » (CEE oblige) aura produit son résultat...

RENOUVEAU...

« Le renouveau », dans l'esprit de beaucoup de gens, nourris des poésies un peu mièvres serinées au primaire, c'est le printemps, les p'tites fleurs qui éclosent, les zoziaux qui chantent... C'est aussi l'organe de presse du RPR en Loir-et-Cher, département fleuri et zozifié s'il en fut.

Dernièrement, sous la rubrique « Ouvrons le débat », un certain MT « médecin pédiatre » s'essayait à parler de la politique familiale. Aux grands maux les grands remèdes : la délinquance, la « débilite » d'où croyez-vous qu'elles viennent?

Bien sûr du milieu familial, des enfants nés dans les familles pauvres. On imagine : l'alcoolisme, les coups, la Bête... Il faut assainir. Pour les familles « aisées » qui peuvent donc élever leurs enfants décentement, une politique familiale (allocations, etc.) ; pour les autres, les « pauvres », le « droit » à l'avortement (pour ne pas dire l'obligation).

Les mêmes, qui récusent aux femmes le droit à disposer de leur corps, voudraient en disposer à leur gré (logique!). L'extrême-droite, « raciste et fasciste », n'aurait pas imaginé mieux... Drôle de printemps!

Les mêmes, qui récusent aux femmes le droit à disposer de leur corps, voudraient en disposer à leur gré (logique!). L'extrême-droite, « raciste et fasciste », n'aurait pas imaginé mieux... Drôle de printemps!

SONS DE CLOCHES

À la veille du Conseil des ministres adoptant le projet Savary sur l'enseignement privé, Mgr Lustiger a dénoncé la mise en place d'un « processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique ».

Ainsi, l'archevêque de Paris, « à la veille de graves décisions », jusque-là « modéré » dans ses positions, durcit le ton et choisit de s'aligner sur celles du père Guibertau...

De son côté, Labbé (patronyme

ROBUSTE CONSTITUTION

Remous constitutionnels après l'annulation des scrutins de Houilles et Thionville. Le PCF, directement impliqué, rue dans les branchements... A tort ou à raison, vu la cuisine électorale qui trop souvent règne à chaque scrutin, il est difficile de se prononcer... Mais quand, à Thionville, on annule pour la distribution d'un tract à la veille du vote, ou, à Houilles, pour une apposition « massive » d'affiches du maire sortant sur les panneaux du candidat de l'opposition... on peut comprendre la colère des élus communistes. Avant mars 83, le RPR s'est servi du fichier informatique de l'OPHLM de Paris pour envoyer des lettres personnalisées aux électeurs... Ça n'a pas empêché Chirac, Bariani et cie de s'installer. Ceci pour prouver que ce n'est pas par souci de « justice » ou de « propreté » que depuis le scrutin municipal on assiste à une flopée d'annulations. La droite s'en sert, avec quel succès, pour reprendre des villes et assoier sa reconquête du gouvernement, avec l'aide des institutions où elle dispose de la majorité, comme le Conseil d'Etat. La constater ne constitue pas une « absolution » des fraudes commises...

La droite, en restaurant la Constitution de la V<sup>e</sup>, avait, quasi, tout prévu... même une juridiction où, par le fait, elle serait majoritaire *ad vitam aeternam* ou presque (les « magistrats » du Conseil d'Etat sont inamovibles). Et elle s'en sert... L'organisme de la V<sup>e</sup> République a beau être bien malade, sa Constitution est robuste. Il serait d'utilité publique d'abroger nos souffrances...



Le Conseil des ministres a récemment annoncé le dépôt prochain d'un projet de loi portant création d'une carte unique de résident. Bien que ne recouvrant pas entièrement le champ de la revendication pour une carte de 10 ans, il est urgent qu'il arrive en débat au Parlement et se traduise par une loi.

obligé) applaudit à ces déclarations. « Nous avons toujours soutenu qu'il ne fallait pas s'engager dans un compromis. Nous ne pouvons que soutenir la thèse de Mgr Lustiger qui est tout à fait la nôtre et nous allons plus loin, car nous pensons que ce n'est pas un seul point qu'il faut réfuter, mais l'ensemble des propositions de M. Savary. » Amen!

Vu les reculades gouvernementales face à la mobilisation des partisans du privé (soutenue et récupérée par la droite et l'extrême-droite), il est sûr que le « chemin de croix » des maîtres du privé et des tenants d'une école publique, unifiée,

laïque et... rénovée, n'est pas fini.

De son côté, le CNAL, soutenu par les partis politiques de gauche, préparait alors activement la manifestation du 25 avril. (Le projet Savary étant si tellement bâtarde qu'il n'arrive à satisfaire ni les uns ni les autres). A Nantes, un commando de quatre hommes, armés de matraques et de lachrymo, s'attaquait à un local de la Fédération des amicales laïques, frappant deux personnes et détruisant un stock d'affiches. Une version moderne du « sabre et du goupillon »?

Claude DHALLUIN

LES ELECTIONS EUROPEENNES

Le 17 juin auront lieu les élections européennes et seront désignés les 81 représentants de la France. La campagne électorale a commencé dès le lendemain de l'échec du Sommet de Bruxelles, les grands partis ayant arrêté leurs listes et défini leurs axes de bataille.

LA DROITE FAUSSEMENT UNIE

La droite a constitué une liste commune derrière Simone Veil, non sans réticences et critiques de l'UDF. La volonté de répondre aux aspirations unitaires de l'électorat classique de la droite, de reporter à plus tard les échéances internes et d'éviter que chaque composante se compte, a été la plus forte. Malgré cela, et le virage « pro-européen » du RPR par rapport à 1979, les divergences de 1981 subsistent. Ainsi, Simone Veil vient de rappeler son désaccord avec Chirac sur la Grande-Bretagne, celui-ci ayant proposé de la mettre en congé de la CEE. RPR et UDF sont aussi en désaccord sur l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, l'UDF le soutenant énergiquement, alors que le RPR y reste très opposé. La composition paritaire de la liste favorise, par ailleurs, le RPR, qui avait obtenu 16,3% en 1979 contre 27,6% à la liste UDF, et qui dispose d'une force organisée face à l'émiettement de l'UDF.

Les deux composantes sont cependant d'accord sur un point : mener essentiellement une campagne sur la politique intérieure. Peyrefitte parle de « référendum » et Simone Veil d'« infliger un désaveu de l'élection des sociaux-communistes ».

PCF : UN ENJEU NATIONAL

Le Conseil national du PCF a attaqué l'« Europe du capital », marquée par les liquidations industrielles, l'élimination des exploitations agricoles familiales, le saccage des richesses des régions, la soumission aux directives des multinationales, l'abaissement devant le dollar. Dénonçant les projets de

la droite d'Europe supranationale, de défense européenne et d'élargissement, le PCF propose une « politique communautaire nouvelle » : 35h sans diminution de salaires, Ariane, Airbus, TGV européen, rapports mutuellement avantageux entre les peuples, nouvel ordre international, paix et désarmement.

Mais au-delà des questions européennes, Georges Marchais a déclaré que « la question cruciale posée par ce scrutin, l'enjeu primordial, essentiel de ces élections est national. Le rapport des forces politiques que leur résultat traduira aura, en effet, de grandes conséquences pour la réussite ou l'échec du changement ». Aussi, le PCF veut mener campagne sur le fait que lui seul n'a jamais trompé les Français, ni avant 81 ni depuis, à la différence du PS, et accentuer ses critiques de la politique gouvernementale à laquelle il participe et qu'il soutient.

PS : REVENIR AUX SOURCES

Au contraire, le Parti socialiste refuse de situer les élections européennes en priorité sur le plan intérieur. Tout en voulant défendre la politique gouvernementale contre tous ceux qui l'attaquent, Lionel Jospin précise que « l'enjeu des élections européennes ne sera pas véritablement intérieur ». Il veut exploiter les divergences de la droite et souligner sa responsabilité dans la situation actuelle de la CEE (montants compensatoires, entrée de la Grande-Bretagne et de la Grèce sans

réelles négociations). Le PS propose de préserver le modèle européen (culture, terre de liberté et de démocratie, zone de prospérité relative, espace de paix) et les « acquis », en particulier la politique agricole commune, et de revenir aux sources du Traité de Rome qui prévoyait l'amélioration des conditions de vie et de l'emploi. Le PS veut « aller vers une Europe des travailleurs » : relance économique, espace social européen, négociation sur les 35h, statut européen des conventions collectives, élargissement par étapes et en examinant sérieusement les conditions.

CHANGER D'ORIENTATION

Si le 17 juin au soir bien des commentateurs examineront les scores respectifs de la gauche et de la droite, les élections européennes concernent d'abord l'orientation de la politique européenne, basée, depuis les origines, sur la concentration capitaliste et le redéploiement impérialiste. C'est cette orientation qui conduit aux restructurations et aux licenciements, à la coordination des politiques d'austérité, à la soumission à l'hégémonie du dollar, à la liquidation accélérée des petits paysans, au développement inégal des pays et régions, à la xénophobie et au racisme. C'est cette orientation qu'il faut changer.

(Voir sur ce point notre article dans le précédent numéro de *Travailleurs* ainsi que notre brochure *Europe 84*.)

Pierre BAUBY

LA LOI ELECTORALE LA PLUS ANTIDEMOCRATIQUE D'EUROPE

Les élections européennes du 17 juin auront lieu en application de la même loi électorale que celles de 1979, pourtant critiquée alors par la gauche, la plus antidémocratique d'Europe. Les sièges de députés sont répartis à la proportionnelle entre les seules listes qui franchissent la barre des 5%. En 1979, plus de 12% des voix étaient allés vers de « petites listes » et avaient été répartis entre les quatre grands partis. Cette barre des 5% sert aussi au remboursement du matériel électoral légal (professions de foi, bulletins de vote, affiches). Sachant que ce matériel revient à plus de 5 millions de francs (nouveaux), cette disposition institue un barrage financier à l'encontre de plusieurs courants du mouvement ouvrier et populaire (l'extrême-droite ne manque pas de riches soutiens, tels Delon pour Le Pen).

Ce barrage financier est aggravé par deux dispositions. D'une part, les remboursements auxquels ont droit ceux qui dépassent les 5% sont supérieurs aux coûts, de véritables subventions étant ainsi versées. D'autre part, le Parlement européen a voté une subvention aux députés sortants (avec l'argent des contribuables français) qui va représenter environ 15 millions de francs pour la liste Veil, 9 millions pour celle du PS et 7,5 millions pour celle du PCF.



# Nouvelle offensive

Le 10 avril, Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, était en Lorraine et annonçait une mesure nouvelle pour favoriser l'implantation des entreprises et la création d'emplois : l'exonération totale des charges sociales pendant trois ans, ce qui représente environ 50 000,00 F par an et par emploi de subvention au patronat. Le même jour, Gattaz, président du CNPF, après s'être félicité de cette mesure «réaliste» et des orientations exprimées par François Mitterrand lors de la conférence de presse du 4 avril, lançait une nouvelle offensive.

Estimant que «la rigueur était et reste inévitable», Gattaz propose de s'appuyer sur la reprise américaine (cf. *Travailleurs* n°18 — «Le modèle Reagan») pour passer «de la défensive par l'austérité à l'offensive par la reprise». Cette relance devrait se faire à la fois par une augmentation des investissements et par une «mobilisation contre le chômage».

## SUPPRIMER LES IMPOTS DES ENTREPRISES

Pour relancer les investissements Gattaz ne propose rien de moins que : — une réduction fiscale immédiate pour les investissements de 1984 supérieurs à ceux de l'an dernier; — la suppression de l'impôt sur les bénéfices quand ceux-ci sont réinvestis; — la suppression de la taxe professionnelle, qui représente une somme de 60 milliards de francs cette année.

Avec de telles mesures, les entreprises ne paieraient pratiquement plus d'impôts. Les investissements de certaines entreprises augmenteraient sans doute un peu, mais le niveau atteint en 1983 était particulièrement bas, en baisse de 4% sur l'année précédente d'après les comptes de la nation. Y aurait-il pour autant création d'emplois? Rien n'est moins sûr. Car depuis trois ans, le gouvernement a été amené à multiplier les aides aux entreprises, les subventions, prêts bonifiés, exonérations de charges, sans que suivent pour autant les créations d'emplois. Au contraire, le patronat «dégraisse» rapidement ses effectifs, ce qui explique le passage de 2 000 000 à 2 250 000 du

nombre de chômeurs depuis l'automne dernier, les prévisions pour la fin de l'année allant de 2 450 000 (Pierre Mauroy) à 2 600 000 (Jack Ralite).

## 50% D'EMPLOIS PRÉCAIRES D'ICI 5 ANS

Voilà qui amène le CNPF à proposer de «relancer l'embauche», en proposant pour 5 ans des mesures qui permettraient, selon lui, de créer rapidement 400 000 emplois. Le cœur de ses propositions concerne les «emplois nouveaux à contraintes allégées», ENCA en abrégé. Toute nouvelle embauche : 1. ne serait plus comptabilisée dans les effectifs de l'entreprise, ce qui supprimerait les contraintes provoquées par le franchissement de certains seuils (à propos des droits syndicaux, de certains droits comme la formation professionnelle...); 2. bénéficierait d'une exonération de l'impôt assis sur les salaires (formation, logement, transport); 3. serait dispensée de l'autorisation préalable de l'Inspection du travail en cas de licenciement économique.

Ainsi les nouveaux embauchés ne disposeraient que d'une couverture sociale très réduite et seraient licenciés immédiatement en fonction des aléas de la conjoncture et de la course aux profits. Gattaz propose d'ailleurs en même temps de réformer radicalement la législation sur les formes d'emplois à temps partiel pour augmenter la souplesse de l'embauche. Ainsi serait institutionnalisé un système dual : d'un côté les emplois stables, qui continueraient à bénéficier des lois en vigueur, et, de l'autre, les emplois totale-

ment précaires. Quand on sait que plus de deux millions de travailleurs changent d'emploi chaque année, les emplois précaires concerneraient la moitié des emplois d'ici quelques années. Les fonds pour la formation professionnelle, le 1% logement... seraient ainsi amputés de moitié.

## LE PATRONAT SE SENT FORT

Pourquoi le CNPF se permet-il aujourd'hui de faire de telles propositions, de lancer une telle nouvelle offensive contre les travailleurs? Depuis trois ans, le patronat a multiplié les campagnes et pressions, le harcèlement du gouvernement, en utilisant ses immenses moyens économiques, politiques, idéologiques. Contre les nationalisations, pour obtenir des indemnités substantielles et reconstituer des pôles d'accumulation; pour infléchir toutes les réformes du gouvernement et faire annuler certaines; pour l'allègement des charges des entreprises.

Au lieu de prendre appui sur les aspirations et revendications des travailleurs, le gouvernement a multiplié les concessions dans tous les domaines : multiplication des aides, subventions et exonérations de charges, sans contreparties réelles concernant les investissements et la création d'emplois; reculs sur le contenu de certaines réformes, en particulier les lois Auroux; plans d'austérité de juin 82 et mars 83 entraînant une diminution sensible du pouvoir d'achat des salaires; atteintes à la protection sociale, en particulier à l'indemnisation du chômage; acceptation de 2 000 licenciements à Talbot Poissy à l'automne dernier; et aujourd'hui politique volontariste de restructuration et de suppressions d'emplois dans les secteurs directement contrôlés par l'Etat.

Bien loin d'amener le patronat au «compromis» recherché par le gouvernement, ces concessions ne font que le renforcer dans sa détermination à porter de plus en plus d'attaques contre les travailleurs.

Pierre BAUBY

## Vote de confiance :

## La page de la «clarification» n'est pas tournée

Pierre Mauroy, ces derniers temps «comprend» beaucoup de choses. Il «comprend» la colère des uns, le drame des autres. Il «comprend» que «certains conservent la nostalgie du combat de la gauche dans l'opposition pour faire progresser les revendications». Mais comprendre ne veut pas dire partager. Aussi a-t-il réaffirmé devant l'Assemblée nationale le 19 avril «maintenir fermement ses choix». Or donc, les députés de la majorité durent choisir clairement et voter la confiance nettement. Le résultat fut sans bavure : 329 pour, 156 contre. Peut-on tourner ainsi la page de la «clarification» et de la «mise au net»?

## LE NON-SENS DU VOTE

À écouter les explications de vote de Guy Hermier et d'André Lajoie, il ne fait pas de doute que si le PCF continue d'avoir confiance dans la validité des engagements de 81 et dans la nécessité de l'union contre la droite pour les tenir, il refuse — clair et net — la politique gouvernementale. Il la refuse pour le moins dans des domaines fondamentaux : la restructuration du charbon, de l'acier..., le maintien du dualisme scolaire, les responsabilités historiques de la France au Liban et en Afrique, la reconnaissance de la solidarité européenne, le travail en économie ouverte.

G. Marchais, expliquait à TF1 qu'en fait le problème se posait «dans la recherche des moyens efficaces pour atteindre les objectifs et tenir les engagements pris».

Pour tout observateur un peu averti, mais surtout pour les militants du mouvement ouvrier et populaire, les différends entre le PS et le PCF ne se résument nullement en un débat sur «les moyens d'une politique», mais bien sur la politique et son sens général. Entre les deux formations, les différences sont d'ordre stratégique. Et elles ne datent ni du plan acier, ni de 1981. Les dater en 1977 ne fait d'ailleurs que souligner le moment de la rupture et non l'origine des oppositions stratégiques. Le vote de confiance ne peut pas masquer cette réalité. Il peut servir peut-être à mettre le PCF dans le bain des restructurations, à lui retirer des

voix contestataires de la politique gouvernementale aux européennes, mais nullement à clarifier les différends.

## LE DILEMME DE LA PARTICIPATION DU PCF

Le PS n'a pas besoin de l'apport des voix du groupe communiste à l'Assemblée, encore moins des ministres du PCF pour gouverner. Pourtant, voilà 15 ans que l'alliance du PCF lui est apparue comme une nécessité stratégique dans cette France bipolaire aux alliances autant figées que confuses. Il est attaché à cette alliance qui le contraint sans cesse à en préciser les formes et les conditions, à en ranimer les avantages. Sans doute cette stratégie, s'entend-elle avec la marginalisation électorale du PCF. Juin 81 réalise ce vœu d'hégémonie dans l'alliance, concrétisé par le peu de poids des ministres du PCF au gouvernement. Dès lors, même la solidarité formelle suffit au PS, pour l'instant du moins.

Mais, de ce fait, l'interrogation de 1981 de bien des militants du PCF sur la validité de la participation gouvernementale va en s'amplifiant. La conjugaison solidarité et contestation devient épuisante et désarçonnante pour les militants. À cette question de la participation, les réponses sont de multiples natures. L'une est conjoncturelle : par leur présence, le débat au gouvernement et l'action de cabinets, le PC peut infléchir — si peu que ce soit — les mauvaises décisions. Une autre est plus polémique : seule la droite a franchement intérêt et exige le départ des ministres du PCF, lequel tirerait encore plus le gouvernement vers une gestion de droite. Une dernière a une portée plus stratégique : seule la pratique des «bases d'appui» (municipale, régionale ou gouvernementale) conjuguée à la mobilisation des travailleurs, inscrite dans le XXIV<sup>e</sup> Congrès, permet le progrès sur la voie du socialisme à la française. Toutes les réponses méritent d'être discutées.

## QUANT A NOUS...

Si nous ne nous contentons nullement de l'affirmation du principe de la non participation des révolutionnaires

res dans un gouvernement gérant le système capitaliste, nous ne limitons pas la problématique de la participation gouvernementale aux simples rapports PS-PC, encore moins à la question de la stricte utilité d'une présence dans un pouvoir central baptisé : «base d'appui». La nature de l'Etat, de la Constitution, des rapports de forces ne sont pas des facteurs secondaires. Il faudrait encore développer les points de vue sur la stratégie de la prise du pouvoir par et pour les travailleurs, sur les relations entre l'Etat, les partis, les organisations économiques et sociales, le peuple travailleur.

Nous soulignons seulement ici la réflexion que suscite ce vote de confiance du 19/4. L'union de 81, l'action gouvernementale ensuite se sont réalisées sur la base des options de Mitterrand. L'austérité en 82, les plans actuels ont la même origine. La participation au pouvoir pour le pouvoir — c'est-à-dire sur une ligne différente — permet sans doute de comprendre les arcanes de l'Elysée, de Matignon, la complexité des dossiers et des forces en présence. Mais en dernière analyse, il faut se poser les questions suivantes : quelle ligne politique est appliquée? Pour qui gère-t-on? Avec qui? Mais aussi comment? Et enfin pourquoi? Marchais affirme : «Les promesses de 81»; Mauroy rétorque : «Le IX<sup>e</sup> Plan et la conjoncture». Comment être solidaire d'une politique indiscutée et indiscutable dans une pratique gouvernementale V<sup>e</sup> République? Une solidarité de ce type ne peut être que de façade ou d'appoint... ou alors bien entendu d'adhésion. Cette impasse incontournable de la participation sur une ligne non commune relève d'une mauvaise politique d'alliances; mais elle relève surtout de l'acceptation politique de gouverner sans changer réellement les lois, règles, logiques d'un système qui dès lors ne peut que reproduire les aberrations, les injustices, les déséquilibres qui le caractérise. Pour nous, exercer le pouvoir, «participer», ce n'est pas «gérer généreusement» comme ironise P. Mauroy; c'est décider de servir les intérêts des travailleurs — pour eux et avec eux. Si cela nécessite des ruptures, il faut les faire.

Alain SENTIER



## La crise de la sidérurgie en Europe : 10 ans déjà...

**F**in juillet 1983, le commissaire européen Etienne Davignon rendait son verdict : d'ici à 1985, la capacité de production de la sidérurgie européenne devra être réduite de 26,7 millions de tonnes.

### LA CRISE DE LA SIDERURGIE EN EUROPE : 10 ANS DEJA...

Côté anglais, compte tenu de toutes les fermetures d'entreprises réalisées, on se disait satisfait du chiffre imposé (500 000 tonnes pour la Grande-Bretagne).

En Belgique, le gouvernement, aux conceptions libérales, était assez satisfait que la CEE prenne une décision considérée comme juste mais difficile à prendre à son seul niveau pour des raisons de tonnes (réduction de - 3,1 millions de tonnes).

En Italie, par contre, la colère était grande (-5,8 millions de tonnes). La sidérurgie italienne a une capacité de production de 36 millions de tonnes pour un marché de 21 millions. On craignait par ailleurs que la demande de la CEE de fermer l'usine de Cornigliano, près de Gènes, soit motivée par la volonté de laisser en fonctionnement le complexe de Fos-sur-Mer, qui aurait pu reprendre tout ou partie des marchés du nord de l'Italie.

A Paris, Laurent Fabius déclarait : « Les objectifs des capacités de production pour la France ne peuvent être définis sans établir plus d'équité dans nos parts de marché. Les autres pays européens sont loin d'avoir consenti les mêmes sacrifices que la France. Nous voulons défendre notre sidérurgie. » Paroles qui aujourd'hui résonnent étrangement...

Ce n'est pas la première fois que des contradictions surgissent au sein de la CEE à propos de la sidérurgie.

Le « boom » sidérurgique a pris fin en 1974. Au premier trimestre 1975, les prix ont baissé de 33%. La production des principaux pays impérialistes avait baissé en avril 1975 de 9,8% (14,5% aux USA, 12,4% pour la CEE

mais 30% en Belgique et au Portugal). Cela était lié à la fois à la récession dans l'industrie automobile, le bâtiment et la construction navale..., l'essor de la sidérurgie de certains pays du Tiers Monde, et l'effort de modernisation des USA accompagné de mesures protectionnistes draconiennes.

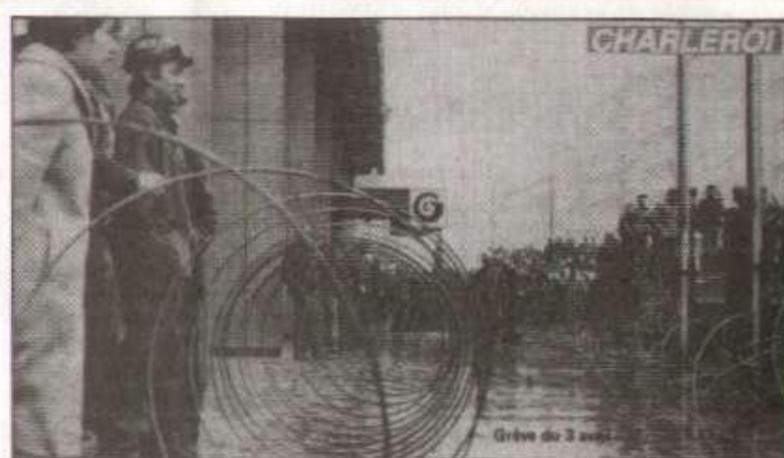
Il semble qu'à cette époque la bourgeoisie française ait continué à espérer en un rétablissement rapide de la situation. En conséquence, ses représentants au niveau de la CEE, Giscard d'Estaing et le gouvernement Chirac, ont contribué avec d'autres à freiner toutes les propositions visant à réduire sensiblement les capacités de production...

Les patrons sidérurgistes ouest-allemands, hollandais et luxembourgeois avaient alors décidé de constituer un cartel européen de rationalisation excluant les sidérurgistes français et italiens, et une partie des sidérurgistes belges. Après une âpre bataille menée au niveau de la CEE par les « exclus » et leurs gouvernements respectifs, le projet a été abandonné (en l'occurrence, Giscard d'Estaing s'est plutôt comporté comme un défenseur des monopoles français que comme un bradeur de l'industrie nationale).

Un compromis a alors été trouvé par la constitution d'un cartel européen incluant tout le patronat sidérurgique des Neufs (Eurofer) en vue de se défendre essentiellement contre la concurrence japonaise, ce qui n'a que médiocrement réussi... En 1977, pris à la gorge par les importations de pays tiers, les sidérurgistes français exigent de la CEE des mesures rapides, ce qui se traduira pas la mise sur pied de tarifs douaniers particulièrement élevés et une réduction considérée comme modérée des capacités de production (Dunkerque, Denain, Longwy en France). En ce sens, ironie de l'histoire, les décisions actuelles du gouvernement français sont beaucoup plus conformes aux orientations prônées par la CEE que celles mises en œuvre avant 1981. Cela correspond aussi à un infléchissement sensible de la politique de la bourgeoisie française dans ce domaine...

### LA SURPRODUCTION EN QUESTION

L'argument consistant à dire qu'il y a surproduction d'acier au niveau mondial est un argument réel, dans le cadre des lois régissant le fonctionnement du marché international actuel...



Grève du 3 août

Dans les pays développés, la consommation spécifique d'acier dans certaines branches a diminué (automobile, par exemple) bien que ce phénomène puisse être stoppé par une augmentation des quantités produites dans le cadre d'un retour à la croissance.

Un plus grand nombre de pays occidentaux ont modernisé leurs appareils de production, permettant ainsi une augmentation très importante des capacités.

Un certain nombre de pays du Tiers Monde commencent à exporter de l'acier (Brésil, Corée du Sud).

La récession généralisée dans les pays occidentaux a aggravé la situation, réduisant sensiblement la demande d'acier...

L'Union soviétique étant le premier producteur mondial d'acier, la perspective d'ouverture de nouveaux marchés à l'Est est peu sérieuse.

Quant au Tiers Monde, le problème de la solvabilité est, dans le cadre du système actuel, un obstacle à tout développement d'un marché dans ce domaine comme dans d'autres...

Pourtant, si l'on se place du point de vue des besoins mondiaux en acier, on est loin d'une situation de surproduction.

La production d'acier du Tiers Monde est passée, de 1974 à 1980, de 30 à 60 millions de tonnes. Ses exportations de 4 à 10 millions de tonnes, ses importations de 43 à 53 millions de tonnes. Ces chiffres s'inscrivent dans la perspective d'un développement accru à moyen terme de ce type d'industrie dans ces pays.

Cependant, si la consommation d'acier dans les pays occidentaux et en Union soviétique varie de 400 kg à 700 kg par an et par habitant, elle se situe, pour le Tiers Monde, autour de 50 kg (20 kg pour l'Afrique).

Mais pour répondre à de tels besoins, il faudrait une coopération étroite entre pays développés et pays du Tiers Monde, sur des bases d'égalité et d'avantages réciproques... Une telle politique ne peut s'inscrire que dans une politique globale allant à l'encontre des critères de fonctionnement du système économique international actuel à la fois sur les plans monétaire, financier, économique et politique...

### LES MESURES GOUVERNEMENTALES

Une fois acceptées les lois du marché impérialiste, une fois acceptées les

normes de fonctionnement et les orientations politiques et économiques de la CEE, il ne reste plus au gouvernement français, quel qu'il soit, qu'à engérer au mieux les conséquences, et cela est conforme aux intérêts du patronat et du capital financier français... C'est ce que fait aujourd'hui le gouvernement...

Les travailleurs ne peuvent, eux, que refuser ces conséquences, et dans cette optique, la façon dont vont être utilisés les 30 milliards de francs distribués dans le cadre du « volet social » du plan de restructuration ne nous est pas indifférente.

Le gouvernement utilise ces sommes de la façon la plus détestable, il les donne aux amis de M. Gattaz...

Il est important de se battre pour que cela change, que ces sommes soient utilisées de façon à permettre à la classe ouvrière de mieux résister à l'offensive du capital, facilitant ainsi une recomposition de ses forces et de celles de ses alliés en vue d'une contre-offensive permettant d'imposer un changement de stratégie politique...

Dans cette optique, il est également vital de se battre pour obtenir une remise en cause du plan acier actuel, en convergence avec d'autres secteurs touchés par les restructurations.

François LARGUIER

## Lorraine : NON AU PLAN ACIER !

**« A**ucun gouvernement, quel qu'il soit, ne pourra imposer à la Lorraine ce que la Lorraine refuse unanimement. Les plans de restructuration (...) annoncés par le président de la République sont insensés. (...) Le gouvernement se doit de revenir sur ces décisions... » Le ton de l'appel intersyndical pour la marche du 13 avril est ferme, l'objectif clair : le « non » est quasi unanime. Il suffit d'écouter un militant syndicaliste lorrain pour en comprendre les raisons : 1 emploi industriel sur 4 tient à la sidérurgie et à ses « effets induits » ; depuis 75, 40 000 emplois sidérurgiques ont été supprimés (cf. *Travailleurs* n°17) ; le déficit migratoire de la région est le plus fort de France ; le plan acier 84 donne le coup de grâce à une région déjà affaiblie par les plans aciers précédents, entraînant, selon les estimations syndicales, la suppression de 30 000 emplois. C'est la mort pour la région. Et chacun

reste sceptique sur la fameuse reconversion industrielle qu'on ne voit jamais mais qu'on promet depuis si longtemps, avant et depuis 81.

Dans leur appel à un 1<sup>er</sup> Mai unitaire, les syndicats CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC de Lorraine se disent « prêts à poursuivre l'action unitaire tant que le dossier sidérurgique n'aura pas été revu et corrigé fondamentalement ». De fait, François Mitterrand n'a pas bougé d'un iota après le 13 avril ; et le 19, Pierre Mauroy a réaffirmé clairement la philosophie et la politique gouvernementales présidant au plan acier. En cette mi-avril en Lorraine, on prépare le 1<sup>er</sup> Mai, on continue les « opérations coup de poing », mais le soleil n'est pas aux cœurs des travailleurs et des militants. La marche du 13 a été massive, la mobilisation bonne, mais les sentiments sont parfois mitigés : « C'était bien, mais on aurait dû frapper un grand coup pour se faire

entendre. » Les commentaires de la presse nationale concentrent les amertumes et les exaspérations : « Il leur faut de la casse ! » Et la place accordée par les médias à la présence de G. Marchais à la marche, si elle a rassuré et reconforté certains, proches du PCF, en a aussi irrité d'autres pour lesquels « leur marche a été récupérée ». De fait, prévaut souvent le sentiment que la « Lorraine a été lâchée, trahie... », un sentiment d'isolement... Et la colère. Et tandis que se préparent de nouvelles actions, une triple interrogation traverse le mouvement ouvrier et syndical : interrogations sur la stratégie économique, interrogations sur la menée du combat, interrogations politiques sur la gauche au pouvoir, la participation des ministres communistes, etc... Insistons ici sur les deux premières toujours présentes dans les discussions avec les travailleurs et militants de Sacilor, de Sollac, d'Usinor-Longwy rencontrés.

## INTERROGATIONS SUR LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

On parle beaucoup « économie » en Lorraine et bien des remarques manifestent l'incompréhension et la colère face aux « gâchis » et « absurdités », conséquents au plan. On a dit, en 79, « fermons les "vieilles casseroles", modernisons, la sidérurgie repartira » ; aujourd'hui, on ferme des unités ultramodernes et compétitives. Au TAF de Gandrange, ouvriers et ingénieurs ont travaillé dare-dare ces derniers mois pour gagner la bataille de la qualité et de la productivité, et on ferme ! Et tandis qu'on argue de la surproduction, toujours au TAF, les gars sont contraints de faire des heures supplémentaires depuis janvier pour honorer un carnet de commande rempli ! Absurdités et gâchis qu'entraîne pourtant inévitablement la logique du marché international et des orientations de la CEE.

Deux attitudes différentes existent dans le mouvement ouvrier et syndical : ou bien on admet les injonctions européennes, on reconnaît la nécessité d'une restructuration, on en discute les modalités, le volet social, etc... ; ou bien, on conteste en tout ou partie le verdict de la CEE, on rejette le plan acier, on propose d'autres solutions économiques. La première attitude inspire la confédération CFDT soulignant le 4 avril « l'écart entre la fermeture des options générales du plan et l'imprécision des mesures de créations d'emplois ». La seconde émane de la CGT qui propose « la construction d'une véritable filière acier, de l'extraction aux industries de transformation, aux industries mécaniques (...) pour hisser la sidérurgie lorraine et française dans le peloton de tête de la compétition internationale en la rendant forte, de pointe et compétitive » (G. Lopparelli CGT-Sacilor). La gamme des points de vue oscille souvent entre ces deux, s'apparentant à l'un ou à l'autre et présidant aux choix de lutte.

## INTERROGATIONS SUR LA MENÉE DE LA LUTTE

La critique du plan acier recouvre de fait des attitudes différentes, du rejet pur et simple à la demande de son « amélioration ». Après l'élan de refus global initial, chacun regarde les effets sur son propre site : « nous, on est les plus touchés, à "X", ils auront l'aciérie électrique, à "Y", ils gardent le TAF, etc. », et se dessine la tentation de traiter site par site afin d'arracher

quelques délais dans la fermeture ici, quelques emplois là ; s'accroît ainsi le risque de rompre le front de rejet du plan acier par les sidérurgistes et les autres travailleurs, ceux des petites boîtes, et les chômeurs. Ceux, parmi les travailleurs et les militants, qui pensent la « restructuration » inéluctable et les options gouvernementales quasi inébranlables, inclinent vers des choix de lutte site par site : gagner des emplois nouveaux, gagner la meilleure protection sociale possible. Ainsi, Daniel, militant cégétiste à la Sollac, usine de 12 000 travailleurs non directement touchée par le plan, actif dans l'action et la solidarité, apprécie les effets des actions engagées : « On peut dire "une balade à Metz, une balade à Paris"... mais sans cela on n'aurait rien du tout. Les actions ont permis de saisir la presse, de faire se prononcer les

actions de masse ou actions coup de poing, ou les deux ? Les actions coup de poing, en général organisées par les syndicalistes, mobilisent les plus jeunes, les jeunes chômeurs, les gars des secteurs condamnés et rencontrent la sympathie, du moins la compréhension, générale, surtout quand elles sont symboliques.

Tous ces débats traversent le mouvement syndical, notamment la CFDT, dont beaucoup de militants estiment avoir été « lâchés » par les instances fédérales métallurgie. Souvent, ces débats mettent durement à l'épreuve l'unité syndicale présidant aux luttes d'ensemble ; elle est pourtant, ô combien, nécessaire dans la situation actuelle et dans un secteur où CGT et CFDT font grosso-modo parts égales. A entendre les militants de chaque côté, les choses ne sont pas faciles et les obstacles à



PS, le PCF. La téléphonie supprime 20 000 emplois, personne n'en parle. (...) Nous, on aura une CGPS (Convention générale de protection sociale) meilleure que le commun des mortels, on aura les garanties antérieures. Les congés de reconversion, même si on sait que cela ne débouche sur rien, c'est un "plus" quand même... » Et il reconnaît que les travailleurs de petites entreprises sont et seront moins bien lotis. A l'inverse, d'autres militants insistent sur la nécessité du rejet total et global impliquant la solidarité des sites, l'unité avec les travailleurs des autres entreprises et avec les chômeurs, l'unité avec les travailleurs des autres régions touchés par les restructurations. Autre débat présent dans toutes les discussions, celui des formes de lutte :

l'unité profondément inscrits. L'exigence de dépasser les « vieilles querelles », de ne pas se contenter d'unité de façade, est profonde chez les travailleurs et aussi chez des militants. S'expriment tous les effets de la déstabilisation, de la destruction du mouvement ouvrier dans son ensemble ; Daniel, de la Sollac, remarque : « Dans les derniers temps, on a observé une baisse de participation aux élections professionnelles. Les gens ne voient pas de perspectives... Beaucoup disent qu'ils n'iront pas voter le 17 juin... Au niveau syndical, il y a les mutations d'une usine à l'autre, les préretraites, pas de jeunes embauchés : cela pose des problèmes... et on ne peut pas nier un certain découragement... »

Camille GRANOT

En 79, bien que n'ayant pas été touché, Sacilor-Gandrange avait quelque peu bougé par solidarité. Aujourd'hui, le coup fait mal : la fermeture du train à fils (TAF de Rombas) et la décision de ne pas construire le train universel (TU) prévu après 81, condamnent l'entreprise à terme... et vont priver d'emplois la grande majorité des travailleurs : près de 7 000 emplois condamnés (en comptant la fermeture de Jœuf). Sans compter les emplois « induits » : pour un emploi supprimé à Sacilor, il faut compter trois emplois supprimés autour. Abandonnant le TAF de Rombas, le gouvernement choisit de perdre la production d'un quart du marché mondial des carcasses radiales (Michelin cherchera un autre fournisseur !) et arrête la production de « fil doux » haut de gamme qu'alimentait l'aciérie de Gandrange toute neuve. Quant au TU, il ne produira jamais les rails du TGV, ni des grosses poutrelles ni des palanches qu'on importera d'Allemagne ou de Belgique. En amont, le plan implique la disparition de 900 emplois de mineurs de fer. A Sacilor-Gandrange, le réquisitoire contre le plan acier est unanime. Et la détermination de s'y opposer a été immédiate. Comme en témoigne Franco, militant syndical au TAF :

## « ON NE FERME PAS ! »

« Les gens ne s'attendaient pas à la suppression à la fois du train à fils et du train universel. La colère a été d'autant plus radicale. Quand on a dit que le TU ne se ferait pas, j'ai vu des gars pleurer. C'était la stupeur. Et la réaction a été unanime, tous syndicats confondus : on ne ferme pas ! Depuis



72 que je suis dans l'usine, je n'ai jamais vu une telle réaction, une telle entente pour les actions. Le 29 au soir, à l'annonce des décisions gouvernementales, 500 gars se sont mobilisés à Woippy à deux heures du matin. Sur le chantier, les gars qui ne font pas grève d'habitude sont les plus chauds. Autant les cadres que les ouvriers !

Pour les travailleurs, l'unité syndicale a été parfaite. Il y a eu des « hics », des tiraillements, car il y a des propositions économiques différentes. Mais ça ne se voit pas. Il faudrait donner un sursis à Gandrange, prouver qu'on n'est pas déficitaire pendant trois ans... et continuer les opérations coup de poing pour se faire entendre. » □

Dans un document daté du 10 avril, Gérard Lopparelli, administrateur CGT du groupe Sacilor, dénonce les gâchis et les incohérences du plan acier, souligne son coût social considérable, et appelle à « continuer à lutter car notre lutte est légitime » en caractérisant le plan en ces termes :

« Le gouvernement actuel achève la politique de ses prédécesseurs en sacrifiant la sidérurgie lorraine sur l'autel européen. François Mitterrand va même plus loin que les exigences européennes puisqu'il condamne près de trois fois plus de capacités que le vicomte Davignon n'en exige ! (...) »

« Le plan acier prépare en fait l'abandon définitif de la sidérurgie continentale au profit de quelques unités au bord de mer. Ce plan n'est pas motivé par des considérations industrielles, financières, économiques mais uniquement par des considérations politiques ! Le gouvernement français fait des « concessions » à la CEE pour régler d'autres problèmes communautaires... Devant un tel dossier, l'action que nous menons, tous ensemble, est encore plus légitime, puisque nous avons à faire face à une « capitulation » et à une « falsification ». »

« Nous avons le bon droit de notre côté et l'impérieux devoir de ne pas arrêter notre lutte mais au contraire de lui donner encore plus de vigueur. »

## LONGWY, BLESSÉ A MORT

« Le plan acier, c'est la mort du bassin de Longwy », telle est l'opinion unanime ici. Et ce, malgré la constitution prévue d'une aciérie électrique de 300 000 tonnes. L'arrêt du train à feuillard de Rehon fragilise la nouvelle aciérie et sa coulée continue, et menace les deux trains (fil à poutrelles) de Longwy. C'est la fin pour l'horizon 90.

« Nous refusons la mise à mort qui se prépare » telles sont les paroles de Maurice Martin, responsable CGT, le

4 avril, alors que F. Mitterrand tient sa conférence de presse. « Il faudra tenir compte de la puissante détermination de toute une population » ajoutait-il. Ils sont alors 25 000 manifestants dans les rues de Longwy. « Plus qu'en 79 » disent certains. 1979, le coup fatal porté alors au bassin, la lutte déterminée des sidérurgistes, « SOS emploi », « Lorraine Cœur d'acier » : c'est dans toutes les mémoires. Longwy est devenu symbole. François Mitterrand y a pris des engagements précis en octo-

bre 81. La colère est grande aujourd'hui, dans ce bassin de forte tradition ouvrière, où la CGT est largement majoritaire mais où la CFDT locale, en 1979, apporta une contribution remarquable au combat de classe. « On n'a pas fait de cadeaux à la droite en 79, on ne voit pas pourquoi on en ferait à la gauche en 84 », nous dit Jean-Charles Spigarelli, militant du groupe « 79-84 : même combat » et syndicaliste. Cela reflète un sentiment général. Comme le montre la multipli-

## LONGWY

### LONGWY, BLESSÉ A MORT (suite)

« cité des coups » et « opérations », dont la presse nationale a complaisamment exagéré la violence tout en masquant la réalité. « La première violence ce sont les arrêts d'installations et les suppressions d'emplois » dit un communiqué du groupe « 79-84 », qui revendique des actions symboliques : la distribution gratuite du Répu, le blocage de la partie marchande de la gare, l'occupation de la douane, etc., mais qui refuse d'avoir organisé « la casse ». Si les gars de Rehon, si les jeunes chômeurs — ils sont 2 500! — se fâchent, c'est que l'avenir est bouché. 84 porte un coup mortel alors que les blessures de 79 n'étaient pas refermées. Faut-il accepter le plan acier et en négocier les modalités? Les coups d'éclat sont-ils dépassés? Faut-il rejeter le plan et augmenter la pression? Le débat traverse le mouvement ouvrier et syndical dans son ensemble et chaque organisation syndicale semble-t-il. Et par delà l'unité syndicale officiellement retrouvée, les conditions du combat sont difficiles et complexes. Comme le reflète le témoignage de Jean-Charles Spigarelli, écho des espoirs et des luttes de certains militants ouvriers de toutes origines.

« En 1983, s'est créé le Front syndical commun sur Usinor-Longwy, regroupant les quatre syndicats CGT, CFDT, FO et CGC, sur la base d'un projet de défense des installations et d'un projet de lutte qu'avaient approuvés des assemblées générales de travailleurs, une de 2 000 travailleurs le 9 juin et 83 A.G. dans l'usine. Le Front syndical n'a respecté qu'une partie de ses engagements et a perdu du crédit car il a refusé de monter sur Paris le 11 octobre dernier. (...) Début février, le Front syndical a volé en éclats. Certains proposaient de « repartir comme en 79 »; au sein de la CGT comme de

la CFDT, d'autres étaient contre : "on n'est pas là pour faire du cinéma" disaient-ils. Dans ce contexte, une vingtaine de gars, adhérents et non-adhérents de la CFDT, sont venus la trouver pour lui demander de "repandre le chemin unitaire à l'heure où on en a le plus besoin" et de redémarrer comme en 79, sinon ils partiraient tout seuls. Ils ont fait la même démarche auprès des autres syndicats. Sans résultats positifs.»

### « FORCER LES ORGANISATIONS SYNDICALES A RETROUVER LE CHEMIN DE L'UNITÉ »

« A la première réunion, on s'est retrouvé 130. Et après avoir « bombé » le « Luxembourg-Paris », on a précisé nos objectifs; chacun s'est exprimé. Et les choses ont fusé : pas question de faire un sixième syndicat, pas question de se faire récupérer au plan politique ni à droite ni à gauche, ni par une seule organisation syndicale... : il faut forcer les organisations syndicales à retrouver le chemin de l'unité. Et pas une unité de façade. Il faut une unité solide qui passe par des A.G. comme en juin 83. Vu la tournure des événements, il ne faut plus rester en sidérurgie, il faut inclure tout le bassin, les petites boîtes et les chômeurs — "la seconde boîte du bassin". (...) Enfin, il faut dire la vérité sur les décisions gouvernementales : dès 82, l'arrêt du feuillard a été décidé et si on arrête le feuillard cela remet en cause la moitié de l'usine.

« Le groupe a grossi de fil en aiguille jusqu'à atteindre 450 gars, même si on est de 120 à 200 à chaque opération; des chômeurs et des gars d'autres boîtes l'ont rejoint. Dans le groupe, il y a des gars de tous les syndicats (après le 13 avril CGC et FO ont intimé l'ordre

— en 1964 : 24 000 sidérurgistes à Longwy, en 1977 : 14 000. Avec l'arrêt de Thionville en 77, Longwy absorbe 2 000 sidérurgistes.  
— 1979 : « coup de bambou » du plan Giscard : 7 000 emplois supprimés!  
— en 1979, il y a 1 000 chômeurs; en 1984 : ils sont 4 000 (14% de la population active!) alors que la population a diminué de 20% dans le bassin.  
— aujourd'hui, 5 800 sidérurgistes (après la fermeture de la tôlerie) et le plan acier prévoit 2 800 suppressions d'emplois en sidérurgie.  
— durant 1983, il y a eu 1 000 chômeurs de plus à Longwy dans les emplois annexes, hors sidérurgie.  
— 2 500 chômeurs ont moins de 25 ans.

à leurs adhérents de le quitter), des anciens militants, des syndiqués qui n'ont plus de mandats, certains aussi qui ont des mandats. Il y a des gars de la CFDT et de la CGT, et non des moindres. (...) Et aussi des non-syndiqués. Depuis, sur Longwy, l'unité syndicale s'est réalisée. Du coup, beaucoup de gars se sont demandés si on avait le droit de continuer; un débat s'est instauré; on est obligé de continuer car cette unité-là est de façade et puis après le 13 avril, il y avait un « trou ». Ensuite, il y a eu le virage de la sortie d'une banderole « 79-84 : même combat »... D'un côté, c'est jeter les bases d'une organisation, de l'autre cela correspond à notre existence, aux opérations qu'on fait et cela permet de faire pression. (...)»

### « LE MINIMUM, RENÉGOCIER LE PLAN ACIER »

« La crise ne touche pas seulement le bassin, ni seulement la sidérurgie, mais aussi la navale, le textile, la chimie, les mines, le téléphone...; elle n'est pas seulement française. Les discours de la gauche d'avant et même d'après 81, affirmant la capacité d'imposer des solutions nationales au problème de l'emploi et prévoyant d'envoyer les sociétés nationalisées comme fers de lance, n'ont pas résisté aux pressions du capital international et à la gravité de la crise. Faute d'avoir pris en compte cette réalité, le gouvernement gère maintenant selon les critères patronaux. On ne cherche pas une avancée socialiste avec les travailleurs face au capital international. Même les déclarations sur la solidarité restent de vains mots.

« Le minimum serait de renégocier le plan sidérurgie. Mais avant, il faut geler toutes les décisions de suppressions d'emplois, en sidérurgie et dans toutes les autres boîtes du bassin, dans l'attente de créations d'emplois en qualité et en quantité correspondantes. Si un travailleur de la sidérurgie obtient la préretraite à 50 ans, tous les licenciés des autres boîtes doivent obtenir la même garantie. Même chose pour la formation : les jeunes chômeurs d'ici doivent pouvoir y accéder. Sur 4 000 chômeurs, 2 500 ont moins de 25 ans. Pour un jeune, le choix, c'est chômeur ou quitter le bassin... Voilà la réflexion que nous souhaitons voir prise en compte par l'ensemble des organisations... Voilà le contenu que nous proposons à l'unité et au Front syndical commun...» □

## Une logique d'avant 1981

Le 21 mars, en passant le portail d'Ugine-Aciers, il est difficile d'imaginer que cette usine est condamnée à la casse. Les semi-remorques entrent et sortent, apportant la ferraille, emportant des aciers spéciaux. Au siège du syndicat CGT règne une intense activité, le matin même une dizaine de cars sont descendus à Marseille par des chemins détournés et ont déversé leurs passagers aux bouches de métro. La préfecture a été investie petit à petit et les 500 sidérurgistes se sont rassemblés dans la cour intérieure jusqu'à ce que FR3 vienne les filmer. Depuis qu'un article du Monde de fin décembre a évoqué la fermeture de l'entreprise, les syndicalistes ont tout fait pour alerter les salariés, les pouvoirs publics, la population régionale.

« Le syndicat — nous dit André Meyranx, porte-parole de la CGT — avait vu venir depuis 1982 les menaces sur Fos. Quand Sacilor a repris Ugine-Aciers, cette usine est devenue une brebis galeuse — nous dit-il — et les plans adoptés l'ont dotée d'un costume mal taillé dans le repartage des aciers spéciaux. »

La direction du groupe prétend que l'usine tourne à un taux insuffisant, mais elle oublie de dire que c'est elle qui répartit les productions, que c'est le seul outil ayant capacité à produire certains aciers spéciaux, que le carnet de commande 84 amorçait un redressement.

Quant aux transferts de production vers d'autres sites, les ouvriers en ont l'expérience : Ugine devait hériter des productions d'une entreprise de Pompey qui a fermé en Lorraine; rien n'est venu. Libéralisme oblige : le client se sert en RFA.

Le verdict du syndicat CGT est clair : « on se base sur des critères d'avant 81 » et pourtant on sait ce que ça donne dans la sidérurgie : on a réduit les effectifs en même temps que le déficit a triplé.

Depuis deux ans, le syndicat a fait des propositions pour le développement des productions : création d'une usine

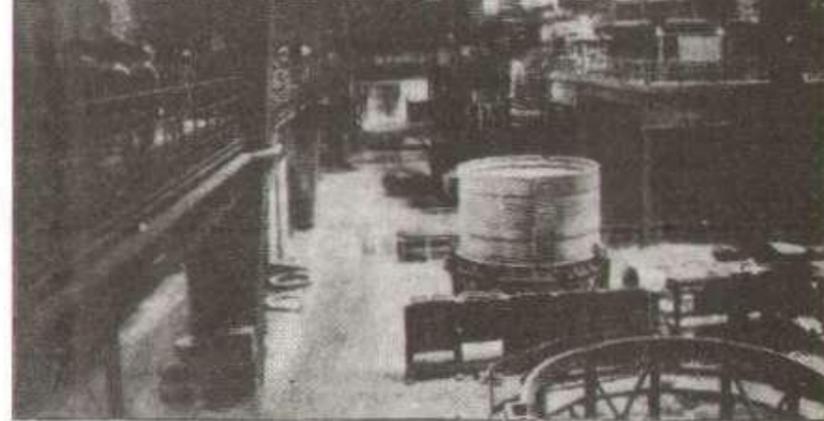
de boulonnerie, d'une visserie en aval, recherches de nouveaux marchés, en vain. « Le gouvernement s'était prononcé sur la priorité à l'emploi — rappelle André Meyranx. Nous, au syndicat CGT d'Ugine-Aciers Fos, on ne marche plus. » « Si on sauvait Ugine-Aciers sur le dos des autres, on irait à la fermeture dans quelques années — précise-t-il. Ou bien on emporte le morceau pour un autre plan sidérurgique, ou on ferme à terme. »

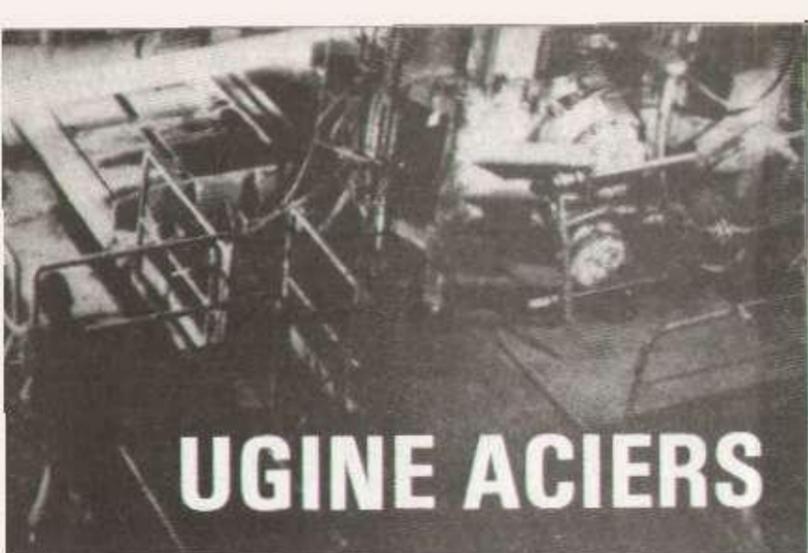
Une semaine plus tard, le verdict tombe à la sortie du Conseil des ministres; ceux qui doutaient encore, qui croyaient à un coup de bluff de la CGT saisissent les enjeux. Le 4 avril, les femmes de sidérurgistes, organisées bien avant le conflit, descendent à Marseille. Sur le site, les salariés ouvrent les portes de l'usine. Par cars entiers, 3 000 visiteurs vont suivre les explications de guides improvisés. L'usine n'a rien d'un musée : le four électrique le plus puissant de France, le laminoir de 12 000 CV, le train à fil le plus moderne d'Europe sont en action. Une façon convaincante de dire à F. Mitterrand qui s'explique devant la

presse que le progrès scientifique et technique ne leur fait pas peur, et que la « modernité », c'est eux. Les visiteurs, familles de Fos ou universitaires d'Aix, travailleurs de Solmer ou syndicalistes de la navale retiennent leur souffle quand la coulée d'acier illumine le hall aux dimensions d'une cathédrale, incrédules devant le plan de casse.

Des propos de Mitterrand, on ne retiendra que sa petite phrase sur Fos confirmant les décisions du Conseil des ministres. « C'est ce qu'on nous disait avant 81 » lance avec un geste de colère un Lorrain installé ici depuis dix ans. Aux méthodes gouvernementales d'avant 81, il est temps d'opposer les méthodes d'action de la classe ouvrière : la mobilisation, l'unité, l'action. La marche des sidérurgistes à Paris en a montré la nécessité. Comme le déclarait le 10 mars la cellule du PCML du golfe de Fos : « Le destin des travailleurs n'est inscrit nulle part; la seule façon de le forcer c'est de lutter. Et d'abord et avant tout, de lutter d'arrache-pied pour le MAINTIEN DE L'EMPLOI. » □

## UGINE ACIERS





## UGINE ACIERS

### UGINE ACIERS, C'EST QUOI?

Une usine parmi les plus modernes dans le monde qui produit des aciers spéciaux de renommée internationale (parmi les clients de l'usine se trouvent des entreprises des pays les plus industrialisés : USA, Allemagne, Angleterre et aussi de grands pays comme la Chine et l'URSS; des possibilités d'exportation existent même vers le Japon). Une usine à la main d'œuvre qualifiée qui voit sa part du marché national augmenter, sa production en hausse et ses commandes croître; une usine enfin qui appartient à des monopoles nationalisés (70% à Sacilor, 30% à Pechiney Ugine Kuhlmann).

Ugine-Aciers à Fos/Mer, à des kilomètres de la première habitation, dans cette zone qui devait être le miracle industriel du Sud, l'usine s'étale le long d'une ligne SNCF. Il y a vingt ans, la Crau n'était qu'une étendue de cailloux, de marais salants ou de marécages et les *gabians* n'étaient dérangés que le dimanche par des familles citadines en mal de soleil. Le grand rêve gaulliste de l'Europe du sud, de la sidérurgie « les pieds dans l'eau » a bouleversé les paysages, déplacé les hommes, créé des oasis industrielles. A la pétrochimie déjà présente, on a cru pouvoir ajouter de toutes pièces un complexe sidérurgique. Au temps du néo-colonialisme triomphant, les hommes politiques de la V<sup>e</sup> République pensaient avoir digéré les indépendances du Tiers Monde et espéraient grâce

aux accords de « coopération » de l'époque s'être assuré des approvisionnements sûrs et bon marché dans des pays qui seraient ensuite clients de produits finis. D'où ce parti pris de renoncer au minerai et au charbon national et de bâtir des complexes sidérurgiques les pieds dans l'eau de mer à Dunkerque ou à Fos. Ces investissements gigantesques devaient ensuite faire des petits et générer un tissu industriel en aval. Le mythe gaullien de Fos n'a pas résisté aux réalités des années 70-80. Les pays du Tiers Monde ne veulent pas brader leurs ressources et ont créé chez eux des complexes sidérurgiques; les industries dites « industrialisantes » n'ont rien industrialisé du tout en France et les terrains disponibles à Fos sont légion. Enfin, la crise mondiale a restreint les marchés.

# Fos : du miracle à la débâcle

Fos est un échec, au regard des espoirs suscités. Mais ce qui en reste n'en constitue pas moins un des rares bassins d'emploi industriels de la région. La décision du Conseil des ministres du 29 mars donne le coup de grâce à la seule tentative d'industrialisation que la Provence ait connue ces vingt dernières années. Démonstration douloureuse de la vanité des politiques d'aménagement régies par la loi du profit, gâchis humain et matériel, dérision de la décentralisation, Ugine-Aciers est aujourd'hui tout cela. Comment s'étonner que l'anarchie capitaliste conduise les hommes à une colère sans bornes? Qui peut être surpris de l'ouragan des sidérurgistes déboulant sur la Canebière le 20 mars et dévastant le mobilier urbain sur leur passage?

Ugine-Aciers c'est la preuve par 9 que le système dans lequel nous vivons est révolu et que si l'on veut satisfaire les besoins populaires — et l'emploi est le premier — il faut rompre avec le capitalisme. C'est ce que les militants du PCML réunis en Congrès fin octobre 83 ont voulu réaffirmer : « Le capitalisme régit ce qui lui est possible de planifier par rapports de forces, évasion ou rapatriement des capitaux, aides multiples plus ou moins conditionnées. Le reste est réglé par les lois de la jungle de la concurrence et de la concentration. Le socialisme, au contraire, doit assurer démocratisation et décentralisation véritables, faute de quoi, de délégation de pouvoir en délégation de pouvoir, les centres de décision ne seraient qu'administrations et délégués, une dizaine de milliers de personnes ayant seules pouvoir effectif de décision. Une telle planification doit permettre l'expression des différents besoins et intérêts ouvriers et populaires développés par le mouvement syndical et associatif, le mouvement coopératif et mutualiste. »

Hervé DASTAR

## DECENTRALISATION

# Les ambiguïtés du nouveau statut des fonctionnaires

Le troisième volet de la loi de décentralisation portant sur le statut des personnels a donc été adopté par l'Assemblée nationale le 23 décembre 1983. Publié au Journal officiel du 27 janvier, il est maintenant opérationnel.

Ce texte concerne essentiellement la création d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires, regroupés sous l'appellation « Fonction publique territoriale ».

Cette catégorie inclut « les personnes qui, régies par le titre 1<sup>er</sup> du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, ont été nommées dans un emploi permanent et titularisées dans un grade de la hiérarchie administrative des communes, des départements, des régions ou de leurs établissements publics, ainsi que des Offices publics d'habitation à loyer modéré et des Caisses de crédit municipal, à l'exception pour ces dernières, des directeurs et des agents comptables » (Art. 2 — Ch. 1).

### UN PROGRES PAR RAPPORT AUX PROJETS DE LA DROITE POUR L'APRES 81

Si on compare globalement ce statut aux projets de la droite avant 1981 (projet Bonnet, rapport Longuet), il est incontestablement meilleur pour les travailleurs dans leur ensemble.

Il ne faut pas oublier que conjointement à leurs projets de décentralisation, ces messieurs prévoyaient la suppression des trois-quarts des fonctionnaires exerçant en France et les transferts, au niveau local, de travaux effectués par les administrations à des entreprises privées.

### UN STATUT DE FONCTIONNAIRES DE DEUXIEME CATÉGORIE

Si on examine les conséquences du nouveau statut sur la structure de la

Fonction publique en France, on est bien obligé de constater que la nouvelle loi introduit la division en deux catégories de fonctionnaires.

1. les fonctionnaires d'Etat, bénéficiant du statut hérité de 1947.
2. les fonctionnaires territoriaux régis par le nouveau statut (voir articles 4 et 5).

Tout le monde connaît les possibilités que cela ouvre à la pratique du clientélisme, du passe-droit, etc. Cela est encore accru dans la mesure où ce sont les maires, présidents de conseils généraux ou régionaux, qui ont pouvoir de nommer les fonctionnaires territoriaux (Art. 40).

On a vu au lendemain des élections municipales de 83 certains maires licencier des personnels communaux parce qu'ils n'étaient pas de leur bord. Une telle loi laisse la porte ouverte à ces pratiques.

### UNE RÉDUCTION TRES IMPORTANTE DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES D'ÉTAT DANS LES ANNÉES A VENIR

Le transfert des compétences au niveau des collectivités locales dans les différentes administrations a pour conséquence qu'un nombre très important de fonctionnaires d'Etat passe sous la tutelle des collectivités locales. Cela implique, pour les années à venir, un développement important de la catégorie des fonctionnaires territoriaux par rapport à celle des fonctionnaires d'Etat.



L'Education nationale n'est pas à l'abri de mesures découlant de la loi de décentralisation et visant à distinguer au niveau du statut différentes catégories d'enseignants en fonction du niveau d'enseignement. Le projet de loi concernant l'enseignement privé s'en est déjà largement inspiré pour ce qui concerne le financement des EIP, et par voie de conséquence la situation des personnels sous leur contrôle.

### UNE BRECHE OUVERTE POUR LA DROITE DANS L'HYPOTHESE DE SON RETOUR AUX AFFAIRES

Le principal aspect négatif de la loi de décentralisation concernant le statut des personnels est qu'elle entérine la division en deux catégories des salariés de la Fonction publique dont la majeure partie bénéficiera d'ici quelques années d'un statut bien moins avantageux que celui antérieur à la loi.

La droite, concernant le statut des fonctionnaires, ne fait pas mystère de ses intentions... Les Comités d'action républicains, émanation des différents partis de droite et d'extrême-droite, proposent, dans le cadre de la lutte contre la bureaucratie, une rénovation de la Fonction publique qui reviendrait à diminuer de 80% le nombre des fonctionnaires. Les représentants des CAR estiment qu'il convient de rétablir une « précarité nécessaire » pour les fonctionnaires qui, actuellement, ne sont pas indispensables à la « bonne marche des services publics ».

Ceux-là, plus de 4 millions sur 5,2 millions de fonctionnaires selon les CAR, seraient rattachés à des conventions collectives proches de celles du secteur privé. Le « million » de fonctionnaires jugés indispensables se verrait interdire le droit de grève et le droit syndical, mais conserverait un statut protégé...

Une telle mesure pourra désormais être prise par simple décret ou ordonnance, modifiant quelques articles du statut déjà existant...

C'est une lourde responsabilité qu'a prise le gouvernement.

François LARGUIER



## AU PAYS BASQUE

Au Pays Basque, notre « voyage » aura été trop rapide. Nous aurions pu rencontrer la société d'édition basque *ELKAR*, l'association culturelle *IKAS* et les deux hebdomadaires basques *Herriz Herri* et *Enbata*. Manque également à notre voyage *Hilza-Hilza*, regroupement de Basques ayant appelé à voter François Mitterrand qui aujourd'hui se battent pour le « respect de la parole donnée ». *Herritarrak*, association constituée à l'occasion des municipales aurait mérité aussi plus qu'une seule mention. Pour autant, les rencontres et échanges ont été nombreux avec des militants culturels, paysans et politiques. Et tous passionnés pour nous, au moment où le Pays Basque au nord vit des moments difficiles et où n'en parvient trop souvent qu'une image déformée ici. Sans doute certains ont-ils trouvé, dans le passé et aujourd'hui encore, des intérêts bien concrets à accréditer l'image d'une « terre de violences, d'attentats et de terrorisme ». Image commode qui masque la réalité : celle d'une identité nationale basque qui se bat pour survivre et répondre aux exigences d'aujourd'hui. La réalité basque saute aux yeux dans ce pays où sur quelque 200 000 habitants, 34,5% parlent le basque (enquête de l'Institut Siadeco de 1980), il est vrai bien plus dans les zones rurales de Basse Navarre et de la Soule que dans le Labourd urbanisé. Ce chiffre ne traduit pas cependant la rapidité et l'intensité de la « débasquisation » portée par l'exode rural, l'accroissement du chômage et le départ forcé des jeunes hors du Pays Basque, le vieillissement de la population, l'afflux de retraités et la touristification. L'*euskara*, la langue basque, est en péril et avec elle l'identité nationale basque. Or, ces quinze dernières années, la débasquisation accompagne un éclatement brutal de la société rurale où l'Eglise, le « système des notables » ont joué et continuent de jouer un rôle conservateur et d'allié de l'Etat français. Ajoutons une dimension essentielle : le Pays Basque, l'Euskadi est une réalité coupée par la frontière franco-espagnole, Euskadi-sud et ses 2 millions d'hommes et plus, son poids industriel et économique, son histoire propre, notamment sa lutte antifranquiste, ayant joué et jouant un rôle important de la vie et la conscience d'Euskadi-nord. En Euskadi-nord, le mouvement basque, le mouvement « abertzale » — patriote basque — par toutes ses composantes reflète et dynamise cette réalité complexe. Il est loin d'être marginal si l'on considère l'adhésion ou la sympathie que recueillent ses initiatives culturelles et associatives. Au plan politique, les choses sont plus dispersées : après l'éclatement d'*Enbata*, qui avait marqué le réveil national basque dans les années 63-64 et celui de son héritier, *EHAS*, à la moitié des années 70, le mouvement politique s'est cherché à travers de multiples groupes : groupes de jeunes militants radicaux ayant parfois le regard très tourné vers le Sud et l'exemple de l'ETA ou tentatives de pont avec la gauche française. Aujourd'hui, deux facteurs pesent durement sur le mouvement « abertzale » : la reprise de la « guerre sale » et les attentats du GAL à l'égard des 700 réfugiés basques du Sud, et la politique de la gauche au pouvoir vis-à-vis du Pays Basque. La déception est à la mesure des promesses et des espoirs. Elle est grande et conduit même à l'exaspération de jeunes militants pour lesquels le pouvoir socialiste emboîte le pas au pouvoir précédent. Après quelques ouvertures, répression et pratique de l'amalgame sont aujourd'hui ses réponses aux aspirations les plus légitimes. Un débat traverse le mouvement abertzale quant à sa stratégie, notamment à propos de la « lutte armée » : ce « voyage » en donne quelques éléments.

Jean LISSAR — Camille GRANOT

langue, une collaboration entre enseignants et parents. L'objectif fixé par *Seaska*, c'est la légalisation de l'enseignement en basque, selon le principe de la double filière adopté par les Assises culturelles basques en 1982. La rebasquisation de l'école doit être un facteur important de rebasquisation du Pays Basque. La présidente de *Seaska*, Maïlux Caldumbide, fait ici le point. Nous avons cru que la gauche au pouvoir serait une grande aide à *Seaska* en raison des déclarations du candidat François Mitterrand. Il s'agissait de déclarations d'intention quand on voit quelle bataille il a fallu mener pour obtenir ce que nous avons obtenu ! Ce que nous avons obtenu en 1983, c'est la signature d'une « convention spéciale » pour trois ans renouvelable chaque année, entraînant une reconnaissance minime des *ikastolas* et une aide financière ; mais cette « convention » est à améliorer et il faut continuer à se battre. On peut cependant parler de début de reconnaissance dans la mesure où l'on nous a accordé un peu d'argent ayant permis de couvrir en partie le déficit de 82-83, et reconnaissance dans la mesure où cela montre que *Seaska* a une fonction enseignante véritable. Pour ce qui est de la fonction ensei-

gnante de *Seaska*, nous sommes en études et négociations ; des membres de l'Education nationale travaillent actuellement dans les *ikastolas* pour examiner leur pédagogie, le niveau scolaire de l'enseignement, etc. De ce côté, il y a une avancée. D'un autre côté, restent en suspens différentes questions : le ramassage scolaire, la formation des enseignants, la reconnaissance du secondaire — alors que nous avons un collège avec deux « sixième », une « cinquième » et une « quatrième » — et le problème des enseignants de nationalité espagnole actuellement dans *Seaska*. Ces questions font appel à d'autres instances que les seules instances pédagogiques.

Quand *Seaska* a entamé sa campagne, il y a deux ans, toutes les associations culturelles, les syndicats et partis politiques ont été partie prenante de nos revendications. Quand *Seaska* faisait un appel, organisait une occupation de locaux, entamait une grève de la faim, il y avait ces gens-là derrière nous... Nous étions nombreux dans la rue. Cela nous a aidés à tenir le coup, nous a contraints à aller de l'avant. Depuis qu'on a obtenu la « convention », on sent comme un « creux », et pourtant il faudrait encore une mobilisation pour régler la question du ramas-

## VOYAGE AU PAYS BASQUE



sage scolaire, inscrite dans la convention, mais non réalisée à ce jour car les instances nationales et départementales se renvoient la balle... et pour faire aboutir notre revendication « *Ikastola : école publique basque* ».

travers la formation permanente, chaîne de télé et de radio en *euskara*, bilinguisme dans les administrations et lieux publics.

Deux représentantes de *A.E.K.* soulignent la vigueur du mouvement.

De nouvelles personnes sentent l'utilité de parler le basque pour être entre copains, pour le travail quand on est représentant, kiné, infirmière et que des malades âgés ne parlent que le basque. Aujourd'hui, des gens différents viennent suivre les cours ; ils cherchent à retrouver leur identité et à s'intégrer au mouvement basque, culturel ou politique. Il existe une certaine conscience nouvelle que le basque est l'affaire de tous. Mais la langue basque n'est pas encore sauvée ; nous luttons pour la maintenir à la surface. (...) Des choses changent cependant : à preuve le succès de *Korrika*, qui est partie de Bayonne cette année. *Korrika* a été lancée il y a quatre ans par l'*A.E.K.* : c'est une course-relais qui parcourt tout le Pays Basque au sud et au nord, chaque kilomètre étant financé par les commerçants, les entreprises basques et par les participants (5 francs minimum pour 1 km). *Korrika* permet une aide financière à *A.E.K.*, mais surtout elle provoque une publicité autour de la langue basque et de la débasquisation. Le départ de Bayonne — pour la première fois en décembre dernier — a eu un formidable écho, un écho très populaire... 3 500 à 4 000 personnes ont couru... et la télé, absente au départ de Bayonne, était à Biarritz... en raison du succès. (...)



*A.E.K.* (Alfabetatze Euskalduntze Koordinakundea) est une association qui coordonne l'action des écoles du soir basques — *gau eskolak* — tant au sud qu'au nord du Pays Basque. *A.E.K.* s'est créée au Sud en 1968-69 dans le cadre de l'Académie basque *Euskaltzaindia*, elle devient autonome dix ans plus tard et se constitue au Nord en 80-81. Cette année scolaire 83-84, plus de 30 000 élèves suivent les cours des *gau eskolak* sur l'ensemble du Pays Basque.

Au Nord, les *gau eskolak* rassemblent 870 élèves, 89 enseignants dont 85 bénévoles dans 22 centres. *A.E.K.*, au Nord, a cinq permanents dont trois enseignants.

L'objectif de *A.E.K.* est de former à court terme un maximum de « Basque-parlants » afin d'œuvrer à la « rebasquisation du Pays Basque ». Selon *A.E.K.*, le plan de rebasquisation implique : l'enseignement en *euskara* (langue basque) obligatoire pour tous à l'école, rebasquisation des adultes à

Globalement, les *gau eskolak* ne sont pas reconnues et nous recevons très peu d'aides des pouvoirs publics : une aide limitée du conseil général, quelques aides de certaines municipalités. Or, nous faisons un travail fondamental pour le Pays Basque Nord. La municipalité de Bayonne a une attitude discriminatoire à notre égard : refus d'un local, refus d'une subvention. Notre financement provient pour 25% des élèves et bienfaiteurs, pour 29% des fêtes et campagnes, pour 22% de la formation continue en entreprise (ex : à l'hôpital de Bayonne) pour 8% de la région et du département...



**GURE IRRATIA**  
89,6 MHz  
VILLEFRANQUE  
64890 St-Pierre-d'Irube  
Tél. (59) 59-30-01

*GURE IRRATIA* — notre radio — est une radio communautaire qui correspond à la communauté linguistique basque. Elle est née l'été 81, dans le mouvement massif de création de radios locales, à l'initiative de différentes personnes, en dehors des mouvements politiques, des « clans » actifs au Pays Basque, personnes qui demandaient une radio de service public en langue basque. Pour faire pression, une radio a été créée avec de très petits moyens et d'énormes difficultés au début...

Notre radio a deux aspects : c'est une radio « normale » qui fait de l'information, qui traduit la vie locale, la vie associative ; c'est une radio en langue basque. La langue basque est en voie de disparition ; langue rurale, liée à un mode de vie assez ancien, elle subit le passage brutal du rural à l'urbain que connaît et vit difficilement le Pays Basque Nord. Il faut un média moderne qui soit tremplin pour faire survivre cette langue.

Aujourd'hui, nous sommes toujours une radio associative avec trois salariés et pas de publicité ; et nous avons fait notre place parmi les autres radios locales. (...) Nous émettons 13 à 15 heures par jour. Nous insistons sur l'information et parlons du monde entier en basque ; les nouvelles du monde entier ont une place importante pour une radio de type communautaire. Exemple : le problème palestinien nous touche directement... Autre aspect : nous sommes en partie porte-parole de la vie



*SEASKA*, Fédération des *Ikastolas* — écoles basques — est une association de plus de 5 000 adhérents. A la rentrée 83, *Seaska* a scolarisé 700 enfants répartis en 22 écoles maternelles (32 classes), 9 écoles primaires (35 classes) et un collège secondaire (4 classes). Le personnel est constitué de 72 enseignants, 9 stagiaires et de deux permanents de l'association. *Seaska* organise des centres de vacances et un centre aéré. A l'*Ikastola* maternelle, les enfants apprennent en basque ; dans le primaire, en basque et en français, et au collège, ils commencent l'apprentissage de l'espagnol en 6<sup>e</sup> et de l'anglais en 4<sup>e</sup>.

L'*Ikastola* a deux objectifs : 1) que l'enfant soit bilingue à la fin du cycle d'enseignement ; 2) que l'enfant puisse acquérir les connaissances exigées par la société. La pédagogie est basée sur « les méthodes actives » ; cela nécessite le dédoublement des classes au-delà de 20 enfants, un enseignant dans chaque

culturelle proprement basque. Aujourd'hui, par exemple, nous suivons une journée de *Bertsularis*, concours d'improvisation de chants, à Urrugne... C'est la vie traditionnelle; il y a aussi les écoles basques, la littérature, par exemple un hommage à un écrivain basque, monseigneur Saint-Pierre, en mai prochain à l'occasion du centenaire de sa naissance... Nous suivons aussi les problèmes de l'emploi, du monde syndical, bien qu'il y ait encore une certaine méfiance à notre égard. Par exemple, à l'occasion des problèmes de FACOBA — et si le responsable syndical ne parle pas le basque, nous l'interviewons en français... Nous avons retransmis en direct la «journée ville morte» d'Hasparren. (...)



Les problèmes rencontrés? Il nous faut être compétents au plan technique... Il nous faut des moyens; des centaines de gens nous aident financièrement; c'est notre principale ressource; il y a quelques aides annuelles de municipalités, mais c'est peu. Par contre, les comités de fêtes, les organisateurs de spectacles nous aident. Mais la situation n'est pas toujours facile à vivre. Par ailleurs, nous sommes liés au «fait basque»... et il y a une méfiance... Nous faisons attention de ne pas prendre parti pour telle ou telle tendance, sans pour autant faire une radio mièvre: nous avons donné la parole aux réfugiés comme à d'autres, nous lisons les communiqués d'*Iparretarrak*. (...)

Trop souvent, le Basque c'est la pelote, la messe, les improvisateurs. Pour le reste, soyons sérieux, parlons français! Nous voulons qu'il en soit au-

trement. La langue basque doit être un moyen de communication moderne. Et nous sommes extrêmement déçus que la gauche au pouvoir n'ait pas fait avancer le statut de la langue basque... et en particulier n'ait pas créé de radio de service public en langue basque. Mais dans la conscience des gens, les choses avancent, c'est le plus important et je suis assez optimiste...

Lucien ETCHEAHARRETA

## E.L.B.

**E.L.B.** (*Euskal Herriko Labo-riar Batasuna*) est le syndicat Travailleurs-Paysans en Pays Basque. «*Nous sommes paysans dans ce petit point de la planète qui s'appelle le Pays Basque*» dit-il, dans une réalité où «*avec une tradition, une langue, une histoire propre, le Pays Basque est aujourd'hui coupé en deux et étouffé par des Etats centralisateurs et bureaucratiques*». Dans un texte, dont de larges extraits sont parus dans *Herriz Herri* («*De village en village*») du 9 février dernier, **E.L.B.** a apporté une contribution fort remarquée dans le débat qui traverse le mouvement abertzale, notamment concernant la violence utilisée par les groupes armés du Pays Basque Nord, comme moyen de lutte politique. En voici quelques passages :

En Pays Basque, il ne manque pas d'associations, de groupes sociaux ou politiques qui sont en action pour essayer d'instaurer une nouvelle dynamique. (...) Parmi ceux-là, beaucoup ont choisi la voie de masse: plutôt que de faire 10 pas tout seul, faire peut-être un pas, mais avec les autres, c'est-à-dire les gens du village, les copains du boulot. Vivre avec — et non à côté — des gens qui pensent différemment, savoir faire des concessions qui permettent les avancées; **E.L.B.** veut s'insérer dans cette stratégie, elle n'a rien de réformiste.

Nous constatons aussi qu'il y a des groupes qui ont fait un autre choix. Partant de données théoriques ou en copiant ce qui se fait ailleurs, mais dans un contexte historique et politique bien différent, ils se sont délibérément engagés dans une stratégie de rupture radicale, espérant créer un climat «action-répression-action» qui entraînerait la révolte du peuple.

La notion de peuple est alors souvent invoquée plus pour couvrir une

stratégie que pour être acteur du changement.

Nous pensons, pour l'avoir constaté, que cette stratégie, non seulement est discutable, mais bloque les gens et dénigre le travail entrepris par d'autres organisations de masse. De plus, cette stratégie est excellemment utilisée par les adversaires...

A propos d'*Iparretarrak*, **E.L.B.** dit :

... Les actions d'*Iparretarrak* paralysent toutes les autres formes d'action, et de ce fait rendent très difficiles le travail des militants sur le terrain. Tout ce qui se fait par ailleurs est complètement occulté par *Iparretarrak*, qui arrive toujours à contre-temps, juste au moment où il ne faut pas.

La seule image de marque du mouvement abertzale est la violence d'*Iparretarrak*.

Cette situation permet aux gens qui sont contre le mouvement progressiste en Pays Basque, d'arriver par des raccourcis, donc sans se donner trop de peine, à braquer la population contre sa propre dynamique. *Iparretarrak* prétend venir en aide aux luttes du peuple basque. S'il fallait mesurer en terme d'efficacité la violence politique d'*IK*, il ressortirait qu'elle est perçue comme une entreprise de démolition. (...)

**E.L.B.** termine en affirmant que «le problème basque est un problème politique, la répression n'est pas la réponse adaptée, il faut une solution politique... Cela commence par reconnaître aux militants arrêtés le caractère politique de leur engagement et ensuite de les libérer... car non jugés».

## HERRI TALDEAK

**HERRI TALDEAK** est un mouvement politique rassemblant des groupes locaux, les *Herriz Talde*, nés d'actions ponctuelles, locales ou de soutien à des militants réprimés. Ces groupes locaux se sont coordonnés pour organiser le soutien au premier militant abertzale du Nord arrêté fin 1978. Dans sa plaquette de présentation, *H.T.* se définit comme «*une organisation abertzale de gauche, qui, dans les luttes sociales et culturelles, agit pour la libération sociale et nationale d'Euskadi Nord, pour aboutir à une Euskadi socialiste et réunifiée*». Combat pour le socialisme et combat pour le peuple basque sont indissociables selon *H.T.*, qui prend «l'autoges-



Le 1<sup>er</sup> mars, Didier Lafitte était abattu par la police

tion» comme principe général du pouvoir d'une société socialiste. Toujours dans cette plaquette, *H.T.* précise ainsi ses points de vue sur la lutte armée : «*H.T. est un mouvement politique ayant défini certains objectifs. D'autres organisations ont les mêmes objectifs que nous et ont choisi la lutte armée comme moyen d'action. Nous n'avons pas à juger de l'opportunité de l'utilisation de la lutte armée. Nous, nous avons choisi de mener notre combat sur le terrain politique avec d'autres moyens, mais de par nos motivations communes, nous soutiendrons comme nous l'avons toujours fait les militants basques victimes de la répression.*»

Durant l'été 83, *Herriz Taldeak* a mené une campagne contre la «touristification» du Pays Basque «*qui accentue la colonisation du Pays Basque*» sur le thème : «*Touristes, le Pays Basque n'est pas à vendre, nous refusons de chômer 10 mois et de vous servir 2 mois, nous refusons que notre pays soit aménagé uniquement pour votre plaisir, que nos langues et culture soient bafouées.*»

Dans l'entretien que nous a accordé Michel Bergougnan, concernant le passé du mouvement abertzale, la réalité d'Euskadi Nord, le notabilisme, l'Eglise, le pouvoir de mai 81, qui «*n'apporte pas grand-chose et joue aujourd'hui le jeu de l'argent*», nous avons choisi de souligner son affirmation de la nécessité d'une clarification politique, à propos de laquelle Michel Bergougnan, un des responsables de *Herriz Taldeak* donne ici quelques explications.

Depuis trois mois, on a couru après les événements, on a essayé d'amortir le choc... et finalement le niveau de la réflexion s'en est ressenti. Nous avons un besoin de clarification politique. Clarification politique et nécessité d'une stratégie politique qui tienne compte de celle de la lutte armée. Il nous faut réfléchir au projet à court terme, pas un projet strictement *Herriz*

*Taldeak*, mais un projet rassembleur qui réponde à la revendication administrative de département. Il faut une réponse aux solutions centralistes imposées au Pays Basque Nord. Dans certaines régions, le chômage est terrible, les gens sont perdus... Il faut une alternative de développement économique, culturel..., alternative immédiate face à la crise et à la restructuration mondiale. Et nous devons formuler des propositions précises.

Cela ne sera pas tranché rapidement, ni seulement entre *Herriz Talde*. En dehors des escarmouches qui peuvent exister avec les autres groupes, il y a des essais de travail en commun (avec toujours des escarmouches!). Exemple : la revue *Ateka*, l'organisation de journées ponctuelles où le principe du collectif permet d'éviter l'affrontement de groupe à groupe. Tout cela sera assez long, mais des projets à court terme peuvent rassembler les abertzale qui le sont souvent plus sentimentalement que politiquement ou socialement.



**L**AGUNTZA — «Solidarité» — s'est créé en avril 81, à l'occasion de l'emprisonnement de six militants basques par la Cour de sûreté de l'Etat, avec pour objectifs la dissolution de la CSE, l'amnistie de tous les prisonniers politiques. En juillet 81, ces revendications étant satisfaites, le groupe cesse d'exister. Le groupe se recrée fin 81 après l'arrestation du militant basque Xabier; des divergences naissent quant au soutien à ce militant. De fait, comme l'écrit *Laguntza* dans un texte de décembre 82, il y a eu après mai 81 «*démobilisation générale et désorientation des militants dans et hors des groupes, c'est une véritable crise d'identité qui frappait "l'ex-gauche" abertzale*». Dans ce bilan, *Lagunt-*

za indique ses objectifs : «*Montrer la vraie nature du pouvoir socialiste qui cherche à ôter tout contenu rupturiste et révolutionnaire au combat basque en découpant la problématique d'Euskadi Nord en rondelles; expliquer la nature du combat basque, donner à la gauche abertzale une identité claire*». Le texte poursuit : «*Il est vrai aussi qu'au niveau de la définition de l'identité, Laguntza n'a pas su dire autre chose que INDÉPENDANCE et SOCIALISME. A travers ces slogans, nous voulions montrer que le combat basque remettait en cause le système au lieu de l'aménager. Mais la distance est énorme entre l'affirmation de ces objectifs ultimes et la réalité quotidienne.*»

Un militant de *Laguntza* évoqué ici les récents événements et les difficultés rencontrées par le mouvement abertzale.

Si au départ, on se situait seulement comme une structure «antirépression», de fait on a eu tendance à se constituer peu à peu en courant politique spécifique. (...) On a participé à toutes les luttes de *Seaska* également; nous avons eu une intervention à propos de l'attentat de Baigorri en 82 avec un dossier sur l'intoxication de la presse. Fin 82 - début 83, nous étions en porte-à-faux quant à l'avenir... A l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 83, on a décidé de faire une action symbolique sur la question du logement, de la spéculation immobilière... sans avoir l'idée de «squatteriser». On est entré dans cet immeuble... et cela a eu beaucoup d'échos, beaucoup de gens sont passés durant deux jours et on a décidé de squatteriser en prenant cela comme point d'appui pour une campagne sur le logement, la spéculation immobilière, la touristification. On a pensé que cela dépassait *Laguntza* et s'est mis en place quelque chose d'un peu plus large : «*les squatters du 1<sup>er</sup> Mai*». (...) Un autre «squatt» s'est ouvert en novembre et puis on est entré dans cet espace de tunnel, avec le GAL, les attentats; il y a eu des manifs, des communiqués, des ripostes... On a occupé le toit du tribunal en soutien aux prisonniers... Il y a eu la campagne des réfugiés sur la grève de la faim... Ça n'a pas été toujours facile, avec des contradictions entre les uns et les autres et les attentats du GAL continuent. Il y a comme un engrenage, avec des menaces du GAL sur le «squatt». Nous avons engagé un débat entre nous sur ce qu'il faut faire dans la situation actuelle... □

## LE MONDE EN BREF

→ 1915-1984. Quelque 70 ans après, quasi une vie d'homme : une institution s'élève contre les massacres perpétrés contre le peuple arménien. Le Tribunal des peuples (ex-Tribunal Russel sur le Vietnam) déclare que les massacres et déportations des Arméniens « constituent un crime imprescriptible » et que le « gouvernement turc est coupable de génocide ». Jugement moral sur un passé enterré ? Aujourd'hui, il existe un peuple martyr qui réclame réparation et qui lutte pour son identité. C'est ce que reconnaît le Tribunal des peuples en précisant : « Le génocide arménien est aussi un crime international dont l'Etat turc doit assumer la responsabilité sans pouvoir prétexter, pour s'y soustraire, d'une discontinuité dans l'existence de cet Etat; cette responsabilité entraîne principalement l'obligation de reconnaître officiellement la réalité de ce génocide et le préjudice en conséquence subi par le peuple arménien; l'Organisation des Nations Unies et chacun de ses membres sont en droit de réclamer cette reconnaissance et d'assister le peuple arménien à cette fin. » Si cette sentence conduit l'ONU à examiner la question arménienne, envers et contre toutes les pressions (la Turquie est un pion important sur l'échiquier de l'OTAN), si la communauté internationale cesse enfin de jouer les Ponce Pilate, le combat de plusieurs années de toute une jeunesse sera effectivement reconnu. Un premier pas est fait.

Claude DHALLUIN

→ NÉCESSITÉ IMPÉRIEUSE : RÉUNIFIER LES RANGS PALESTINIENS. Un conflit fissure les rangs de la résistance palestinienne depuis que Yasser Arafat a accepté l'invitation du chef de l'Etat égyptien, Hosni Mubarak. Ni le FPLP de Georges Habache, ni le FPDLP de Nayef Hawatmeh ne voulaient de discussion avec Arafat dont ils réclamaient la démission de la direction de l'OLP. Pour les uns, la rencontre avec l'Egypte équivaut à de la capitulation, à l'abandon des revendications nationales; pour Yasser Arafat, il s'agit d'un ré-

quilibrage stratégique des forces dans la région. Grâce à l'intervention de l'Algérie, du Yémen et d'autres pays, fin mars s'est tenue une première rencontre à Aden, entre les trois composantes. Mi-avril, se tient à Alger une réunion entre le Fatah représenté par Abou Djihad, le FP par Abou Ali Moustapha, le FD par Yasser Abd Rabo. L'objectif de ces rencontres est de parvenir à garantir la tenue d'un Conseil national de l'unité dont la XVII<sup>e</sup> session devrait se tenir les mois à venir.

→ MESURES RIGOREUSES AU DANEMARK. Des sous-marins « étrangers » envahissent souvent les eaux scandinaves. Plusieurs fois ces dernières années, il s'est produit des cas patents d'espionnage, de testage des défenses en mer du Nord. Le ministre danois de la Défense, Hans Engell, vient de stipuler qu'à partir du 14 mai, les sous-marins « étrangers » intrus seront obligés de se retirer des eaux territoriales par tous les moyens, y compris la force.

→ APPEL DE LA THAILANDE. Le ministère des Affaires étrangères de Thaïlande, Chao Saichua, a lancé un appel aux 21 pays ayant assuré une assistance aux réfugiés cambodgiens afin qu'ils condamnent les actes vietnamiens, responsables du problème des réfugiés. Ces pays sont le Canada, l'Australie, les USA, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la CEE et l'ASEAN. Dans la dernière période, les actes vietnamiens ont forcé 80 000 Kampuchéens à fuir en Thaïlande.

→ MAUVAISE SÉRIE POUR LA PRÉSENCE FRANÇAISE AU TCHAD. Début mars, un colis piégé détruit un DC8 à N'Djamena et blesse 23 personnes. Début avril, 9 parachutistes sont tués bien au-delà de la « ligne rouge », quelques jours plus tard un Jaguar s'écrase. Le secré-

re d'Etat à la Défense, Jean Galat, explique : « Il faut bien comprendre qu'on ne peut pas remplir un rôle de grande puissance internationale, sans assumer un minimum de risque... et de frais aussi, puisque d'août à décembre cette présence guerrière a coûté 1 milliard de francs. « La grande puissance » s'ensable pour une cause fort éloignée des intérêts des peuples du Tchad, fort proche de la défense des intérêts impérialistes en Afrique.

→ ELECTIONS EN ISRAËL. C'est le Tami, petit parti séfarade (Arabes juifs) qui a provoqué

la dissolution de la Knesset où il ne compte que 3 députés sur 120. Les élections anticipées sont fixées pour le 23 juillet. Les chances du Likoud d'être reconduit pour 4 ans sont minces. L'inflation est prévue à 300% en 84, les populations sont lassées de la guerre au Liban et il commence d'exister un mouvement pour l'émigration (9% désirent partir, 24% sont favorables à l'émigration). Face au Likoud, c'est Shimon Perès (travailliste) qui s'est imposé. Sa victoire semble crédible, car Menahem Begin, « leader charismatique » ne sera plus en lice. L'arme électorale de Shamir et Sharon est d'accroître la judaïsation des terres occupées en Cisjordanie et à Gaza.

### LE NICARAGUA AGRESSÉ



Vigilance de l'armée du Nicaragua

« Les USA veulent nous soumettre » affirme Daniel Ortega, chef du gouvernement nicaraguayen. De fait, jamais le Nicaragua n'a eu affaire à une telle offensive depuis ses trois années d'existence. A la frontière du Costa Rica, les combats ont fait rage jusqu'au 17 avril pour le contrôle du port de San Juan del Norte entre les troupes de l'ARDE du commandant Zéro et les forces gouvernementales. Au nord, sur la frontière du Honduras, l'armée doit affronter quelque 8 000 anciens gardes somozistes (FDN) depuis la mi-mars. Si ces derniers jours, la navigation se normalise dans le port de Corinto, le minage a produit un véritable blocus occasionnant des graves retards dans l'approvisionnement et l'exportation.

Il n'est plus à démontrer que cette offensive est organisée financièrement et logistiquement soutenue par les USA. Lors de l'assaut du port de San Juan del Norte, au large sillonnait la frégate « Mc Inerney » de l'US-Navy. L'armée US est en ce moment en manœuvre au Honduras. Le budget adopté par le Sénat et le Congrès américain pour renverser le gouvernement de Managua se monte à 21 millions de dollars. Il est nécessaire et urgent que se développent quantité d'initiatives de soutien au peuple nicaraguayen et de dénonciations de l'administration Reagan.

Alain SENTIER

## L'EUROPE EN LUTTE

### EN ANGLETERRE : RUDE RÉPRESSION CONTRE LES MINEURS

Les mineurs anglais sont en lutte depuis 6 semaines contre le plan de Mac Gregor, nommé à la tête des charbonnages par Margaret Thatcher. Parvenir à « la quasi-rentabilité » des charbonnages, selon ce personnage, signifie la suppression de 20 à 25 000 travailleurs dans les 12 mois et la fermeture d'une dizaine de puits (20 menace-t-il ces derniers jours, si le travail d'entretien ne reprend pas). La dernière grève des mineurs en 74 avait fait tomber le gouvernement de Ted Heath. Depuis les mines ont perdu 66 000 emplois et 75 puits. La lutte a débuté dans le Yorkshire; les piquets de grève volants l'ont largement étendue au Nottinghamshire. La répression est très forte. Près de la mine d'Ollerton, le mineur David Jones fut tué. 3 000 policiers supplémentaires ont été réquisitionnés par Mme Thatcher pour faire respecter le « droit au travail ». A cause des désaccords au sein de la NUM et entre la NUM et le TUC qui incline à la modération, ces derniers jours la grève s'essouffait. 130 délégués des différentes organisations composant l'Union nationale des mineurs dirigée par Arthur Scargill, viennent à Sheffield le 19 avril de relancer la grève. Chez les mineurs la volonté de faire échouer ce plan catastrophique est très forte.



Environ 80 mineurs britanniques ont été arrêtés lundi, dont 60 dans le Nottinghamshire, à Babbington (photo) où des violents incidents ont opposé policiers et piquets de grève.

### BELGIQUE : TROP C'EST TROP !

Depuis deux ans, le gouvernement belge (coalition libéraux et social-chrétiens) dirigé par Martens Wilfried, a les pleins pouvoirs pour mener une politique d'austérité visant à réduire le déficit budgétaire de 37 milliards de francs. Les mesures brutales prises par ce gouvernement contre les travailleurs sont classiques en cette matière : diminution de 3,5% de la masse salariale des fonctionnaires et suppression de 30 000 emplois d'ici 1987, diminution sans précédent des allocations de certains chômeurs, restrictions dans l'enseignement (dont l'horaire de travail sera allongé d'une heure par semaine), remise en cause des avantages sociaux... Préparée par de nombreux mouvements à Namur, Charleroi, dans la province d'Anvers, la grève lancée par la FGTB pour le 3 avril a connu un succès très important. La grève fut quasi générale en Wallonie et assez suivie en Flandres, pourtant largement contrôlée par les syndicats chrétiens de Houthyus. Rejetant « l'attentisme » de leur direction, les syndicalistes chrétiens ont réalisé le front commun dans de nombreux secteurs (banques, assurances, chimie...). Les arrêts furent complets dans la sidérurgie wallonne, dans les mines de Limbourg, dans les grandes entreprises de Liège, Charleroi, mais aussi à Bruxelles et Anvers. Beaucoup plus amples qu'en septembre dernier, ces mouvements se poursuivront à moins que Martens ne cède ou ne tombe.



Grève de 20 000 mineurs du Limbourg en front commun



Cortège des ouvriers de Maserati, à Rome

### ROME : CRAXI A PERDU LA PREMIERE MANCHE

En Italie, les luttes contre le plan d'austérité de Bettino Craxi se développent. En février dernier, dans le but d'obtenir une réduction de l'inflation de 15% à 10% en 84, le chef socialiste du gouvernement avait — par décret-loi — imaginé de casser la grande conquête ouvrière de l'échelle mobile (en moyenne perte de 1 000 Frs par an par salarié). La CGIL et le PCI, malgré la rupture du front syndical, organisèrent fin mars la plus grande manifestation à Rome depuis des années. Plus de 700 000 personnes affluèrent de toute l'Italie, place Saint-Jean de Latran, pour refuser le plan de lutte contre l'inflation de Craxi, et pour le rejet du « décret sclérotant ». Conséquence, si Craxi a obtenu le 16 avril un vote de confiance au Parlement, le décret-loi ne put être adopté à temps (60 jours de délai étaient la limite). Le plan est caduc. Craxi réfléchit sans doute à une contre-offensive. La classe ouvrière italienne aussi.

A.S.



## Dix ans de luttes des peuples du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique

1974 : la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une « Résolution et un programme d'action en vue d'un nouvel ordre économique international » [Résolutions 3201 (5-VI) et 3202 (5-VI)].

Quatre points, que l'on retrouvera tout au long de ces années dans chaque grande négociation, constituaient la trame de cette résolution :

— la nécessité d'édifier un nouveau système monétaire international, mieux adapté aux intérêts des pays en voie de développement;

— élaboration et mise en place de nouvelles règles dans le commerce des produits de base, tant sur leur prix que sur leur commercialisation, leur distribution et leur transformation;

— définir les conditions permettant un meilleur accès des produits manufacturés des pays en voie de développement (PVD) sur les marchés occidentaux, et favoriser les transferts de technologie adaptée;

— renforcement du pouvoir de négociation du Sud face au Nord, et développement de la coopération entre pays en voie de développement.

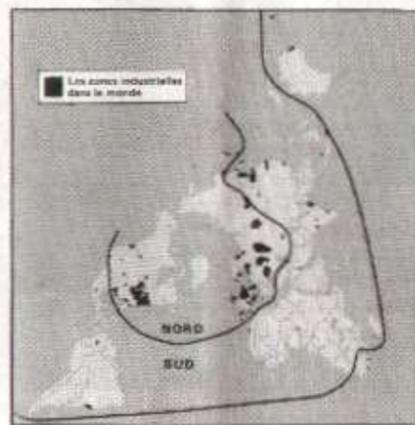
Date importante s'il en fut : pour la première fois les pays développés étaient contraints d'accepter qu'une assemblée traite à la fois des problèmes relatifs aux matières premières et au développement. En fait, la tenue de la sixième session consacre alors un changement dans les rapports de forces mondiaux, consécutif à la décision des pays de l'OPEP de relever le prix du pétrole et de contrôler leur production (c'est le fameux « premier choc pétrolier »). Mais c'est le quatrième Sommet du Mouvement des non-alignés, qui se tient à Alger en septembre 1983, qui va être l'occasion pour les pays du Tiers Monde d'élaborer une stratégie globale en vue du nouvel ordre économique.

Dans les années qui vont suivre, tous les efforts des pays en développement iront dans ce sens : imposer aux pays riches des modifications essentielles dans les rapports économiques

mondiaux, et, simultanément, ouvrir la voie à des modèles de développement réellement indépendants.

### LA RIPOSTE DE L'IMPÉRIALISME

Tout d'abord surpris par l'ampleur de ce mouvement pour un nouvel ordre économique, les pays occidentaux vont se ressaisir très vite : dès 1975, lors de la préparation de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale, ils bloqueront toute tentative d'aborder l'ensemble des questions relatives au développement et aux relations Nord-Sud. Et l'on pourra parler, dès 1979, du blocage complet des négociations Nord-Sud.



Durant toute cette période, l'approfondissement de la crise économique va contribuer à aggraver la situation des pays du Tiers Monde, notamment par la chute des cours des matières premières, et la hausse vertigineuse de l'endettement liée principalement à la hausse des taux d'intérêt.

Mise en cause par les assemblées générales de l'ONU, la politique impérialiste des pays développés va s'épanouir dans les institutions qui leurs sont « fidèles » : FMI, Banque mondiale, etc. (voir édition précédente de *Travailleurs*). Ces derniers jours, les USA, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le

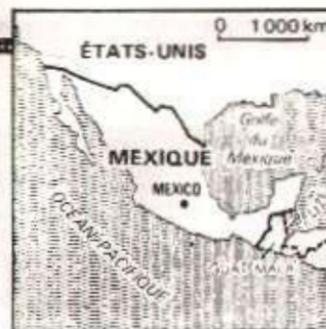
Japon se sont opposés à une augmentation, demandée par les pays du Tiers Monde, des liquidités du FMI (15 milliards de DTS\*, soit environ 48 milliards de dollars, par an demandés) : il s'agit d'un véritable étranglement des PVD qui, aujourd'hui et du fait de leur endettement, n'ont quasiment plus accès aux capitaux des banques privées.

### UN ÉCHEC POUR LE TIERS MONDE ?

Assurément, si en 1974 les pays du Tiers Monde pouvaient envisager une évolution sinon rapide, du moins favorable du rapport de forces international, aujourd'hui on ne pourrait être aussi optimiste. La bataille pour un nouvel ordre économique est très loin d'être gagnée, et la situation d'un plus grand nombre de pays du Tiers Monde devient angoissante. D'une certaine façon, l'impérialisme a su riposter aux coups qui lui étaient portés et regagner des positions économiques dominantes. Mais on aurait tort d'en rester à un simple bilan numérique. Car outre que la crise économique est loin d'être résolue, que l'endettement est un générateur potentiel d'un krach financier majeur qui toucherait d'abord le capital bancaire, ces dix années passées ont permis aux pays du Tiers Monde de prendre conscience de l'enjeu de la bataille engagée, mais aussi de leur force et de la nécessité où ils se trouvent, face à l'impérialisme, de maintenir et renforcer leur unité. C'est ce qu'a montré l'année dernière le Sommet de New Delhi des non-alignés. C'est aussi ce que montre, d'une façon peut-être plus discrète mais sans doute plus profonde, la multiplication des échanges entre pays du Sud et le développement de la coopération entre PVD. Ce qui laisse présager, pour cette seconde décennie, des évolutions profondes dans la situation des pays du Tiers Monde, même si les conditions actuelles sont extrêmement dures.

Dominique LARDEUX

\* DTS : Droits de tirage spéciaux



## Le Mexique en crise

trolières comme moyen de financement de la croissance économique, ceci a marqué un tournant dans l'économie mexicaine. En effet, pour faire face à la crise mondiale, le Mexique, depuis 1977, a donné la priorité à la production pétrolière pour l'exportation. Pour la première fois depuis 1938, année de la nationalisation du pétrole, le Mexique est devenu une véritable puissance pétrolière. En 1982, il était au quatrième rang mondial comme producteur de pétrole. Ce boom pétrolier a provoqué une expansion sans précédent. Entre 1977 et 1981, le PIB s'est accru à un taux moyen annuel de 8 %;

des capitaux évaluée à 54 milliards de dollars).

Le 10 novembre 1982, un accord a été signé avec le FMI, aux termes duquel le Mexique devra : réduire le déficit; limiter l'endettement public extérieur et réviser le système des prix, des tarifs douaniers et de la fiscalité. En contrepartie, 12 milliards de dollars lui ont été versés depuis fin 1983 pour rembourser les intérêts et des versements échelonnés seront effectués d'ici à fin 1990.

Le président Miguel de la Madrid, élu fin 1982, est et sera tenu de mener une politique d'austérité afin de tenir

Au cours de ces dix dernières années, le Mexique a été présenté comme un modèle de développement pour l'Amérique latine; on parlait même de miracle économique.

En effet, à partir des années 50 jusqu'aux années 70, le Mexique a connu une certaine prospérité. Le taux de croissance annuel était de 6%; la production industrielle se diversifiait; l'agriculture se commercialisait de plus en plus; les prix et les salaires connaissaient une progression lente mais constante. Ce modèle de développement dit « stabilisateur » voulait parvenir à une croissance économique la plus rapide possible compatible avec la stabilité des prix et de la monnaie, et pour ce faire, accroissait la dette publique pour combler le déficit.

Ce type de croissance a fait naître des déséquilibres structurels qui, progressivement, ont miné l'économie...

— La situation nutritionnelle s'est considérablement dégradée. Les habitudes alimentaires, d'après R. Dumont (1), ont plus changé en 20 ans qu'au cours des 450 années passées. Le Mexique ne s'autosuffit plus sur le plan alimentaire; ceci est dû surtout à la structure agraire où les grands éleveurs dominent et à la priorité donnée aux cultures commerciales sur les cultures de subsistance (maïs, haricot). Selon un rapport de la SAM (2) en 1978, 35 millions de Mexicains sont mal nourris parmi lesquels 19 millions souffrent de grave dénutrition (3).

— Les inégalités sociales s'accroissent. En 1960, l'écart de revenu entre riches et pauvres était de 22 à 1; en 1980, il était de 38 à 1.

— La dépendance vis-à-vis de l'extérieur est de plus en plus grande aussi bien sur le plan technologique, commercial que financier. L'économie extérieure du Mexique se trouve très insérée dans celle des Etats-Unis : 68% des exportations sont vendues aux Etats-Unis, 61% des importations achetées par eux, 72% des investissements directs étrangers viennent des USA.

Lorsque Lopez Portillo, devenu président de la République en 1976, a annoncé qu'il utiliserait les ressources pé-



il y a eu environ un million d'emplois créés par an; les infrastructures se sont développées. Dans le même temps, la dette extérieure totale qui était de 6 milliards de dollars en 1960, passait à 80 milliards en 1982 (90% de cette dette sont dus aux Etats-Unis).

Fin 1981, l'accentuation de la récession au niveau international a précipité le Mexique dans la crise. La baisse du prix du pétrole et du prix des autres matières premières (argent, cuivre, café, coton), la hausse des taux d'intérêts et la limitation du crédit ont détérioré l'économie mexicaine en élevant le montant de la dette extérieure et ont conduit à un état de cessation de paiement en 1982. Le gouvernement a réagi alors en nationalisant les banques et en instituant un contrôle des changes (ce qui n'a pas empêché une fuite

les engagements souscrits auprès du FMI; cette politique de redressement aura certainement des conséquences graves sur le plan social.

Le problème qui se pose dès maintenant au Mexique, comme du reste à la plupart des pays d'Amérique latine, c'est de trouver un autre modèle de développement qui ne s'appuie plus sur un endettement extérieur aliénant vis-à-vis des pays industrialisés. Une autre voie, celle de la coopération entre les pays d'Amérique latine est peut-être celle de l'avenir.

Catherine LAURENT

(1) René Dumont et M.F. Mottin : *La mal-développement en Amérique latine*.

(2) S.A.M. : Système alimentaire mexicain, organisme créé en 1980 par le président Lopez Portillo.

(3) La population mexicaine (recensement de 1970) est de 71 900 000.

# L'URSS DANS L'OCEAN INDIEN : DISPUTER LA MAITRISE DE LA MER

Dans un précédent numéro de *Travailleurs* (n°15), nous avons évoqué la présence US et française dans l'océan Indien. Et les Soviétiques, direz-vous : combien sont-ils ? Où sont-ils ? Que veulent-ils ? Nous avons voulu répondre à ces questions en déjouant les surestimations — de source américaine principalement — destinées à justifier avant tout le renforcement de la présence US-Navy dans cette partie du globe.

## HISTORIQUE D'UNE PROGRESSION

L'amiral Gorchkov, commandant en chef des forces navales soviétiques, déclarait naguère : « *Le pavillon de la marine soviétique flotte désormais orgueilleusement sur tous les océans du globe. Tôt ou tard, les Etats-Unis devront comprendre qu'ils n'ont plus la maîtrise de la mer.* » Pour ce qui concerne l'océan Indien, le développement de la présence soviétique est un événement relativement récent, puisqu'elle en était quasi absente il y a deux décennies. C'est au prix d'un long effort que l'URSS a pu y modifier le rapport des forces.

Elle y est arrivée non seulement en augmentant considérablement sa flotte (doc. 1), mais aussi en obtenant bases et facilités portuaires. Pour les obtenir, l'URSS a usé et abusé de son image de marque anti-impérialiste, de ses propositions d'aide « désintéressée », de la volonté d'indépendance des pays riverains par rapport aux anciennes puissances coloniales en proposant notamment des « traités d'amitié ». Examinons cet historique par rapport à quatre détroits stratégiques (doc. 2 et 3).

### 1. La Corne de l'Afrique :

1963 : la Somalie nouvellement indépendante refuse l'aide américaine. L'URSS se propose pour équiper son armée, ce qui se fait à partir de 1965.

1972 : Moscou accroît son aide économique et militaire, obtient des facilités à Berbera, Mogadiscio et Kismayu.

1975 : la base de Berbera est développée (piste d'avions de 3 600 m, rampes de lancement de missiles).

1976 : traité d'amitié Somalie-URSS

Mais, en 1974, en Ethiopie, l'empereur Haïlé Sélassié est renversé par le « D.E.R.G. », qui reçoit le soutien de l'URSS. Un traité d'amitié Ethiopie-URSS est également signé en 1976.

1978 : conflit de l'Ogaden. L'URSS choisit l'Ethiopie contre la Somalie (avant 1974 elle fait le choix contraire). Rupture avec la Somalie, qui chasse les Soviétiques de Berbera, et se tourne vers les USA.

Les Soviétiques obtiennent en contrepartie des bases à Massawa et Dahlak en Ethiopie. Le porte-avions *Minsk* passe deux mois dans la région.

1979 : « traité d'amitié » Yémen du Sud-URSS. Celle-ci obtient des facilités à Aden et dispose de l'ancienne base britannique de Socotra.

1980 : la flotte soviétique permanente dans l'océan Indien atteint une trentaine de navires de tous types, concentrés surtout dans cette zone. Dans le même temps, la flotte US a accru sa présence, allant jusqu'à vingt navires en permanence, la France en maintenant une quinzaine.

### 2. le Canal du Mozambique :

La situation de la flotte soviétique y est différente (pas de base permanente, mais seulement des facilités).

1973 : après le renversement du régime pro-occidental de Tsiranana, le nouveau régime obtient le départ des Français de Diégo-Suarez, et, malgré le renforcement de sa présence économique et politique, l'URSS n'a pu obtenir aucune base, seulement des facilités.

Doc. 1 ACCROISSEMENT GLOBAL DE LA FLOTTE SOVIETIQUE — 1968-1978 (source I.I.S.S. — Londres)

	1968	1978
sous-marins lance-missiles	121	1 015
bâtiments de surface	230	243

COMPARAISON USA-URSS en tonnes (1980)

URSS	3 millions de tonnes
USA	3,8 millions de tonnes

Il en va de même aux Seychelles et à Maurice.

1975 : indépendance du Mozambique. L'URSS lui offre ses services, au moment où celui-ci doit faire face à la réorientation de ses échanges, sortir de l'emprise économique et de la menace sud-africaine. L'URSS propose... un « traité d'amitié », et obtient des facilités à Beira et Maputo.

### 3. le sous-continent indien :

C'est d'abord l'Inde. D'abord « pro-indienne », elle prêche pour faire de l'océan Indien une « zone de paix ». Mais, faute d'avoir pu trouver des aides occidentales, tant pour son édification économique que pour le développement de sa puissance militaire face à ses voisins, elle s'est tournée vers l'URSS.

depuis 1967 : l'armée indienne est équipée en majorité par l'URSS.

1971 : à la veille de la guerre contre le Pakistan, à propos du Bengla Desh, « traité d'amitié » avec l'URSS. Facilités portuaires pour les Russes à Vishakhapatnam et Madras (côte est) et à Bombay (côte ouest).

1976 : le remplacement provisoire de Mme Gandhi par M. Desai est marqué par une diminution de l'achat de matériel soviétique, et une baisse des tensions avec les Etats voisins.

Le Bengla Desh, fortement dépendant de l'Inde et de l'URSS à sa création avait dû concéder à cette dernière des facilités portuaires à Chittagong. Mais il a su, depuis, renforcer son indépendance et faire partir les Soviétiques.

1979 : l'invasion de l'Afghanistan permet à l'URSS de reprendre en mains une situation qui lui échappait et surtout de renforcer sa présence dans le sous-continent indien, en mettant à 500 km des avions russes basés à Shindand le détroit d'Ormuz.

### 4. le détroit de Malacca :

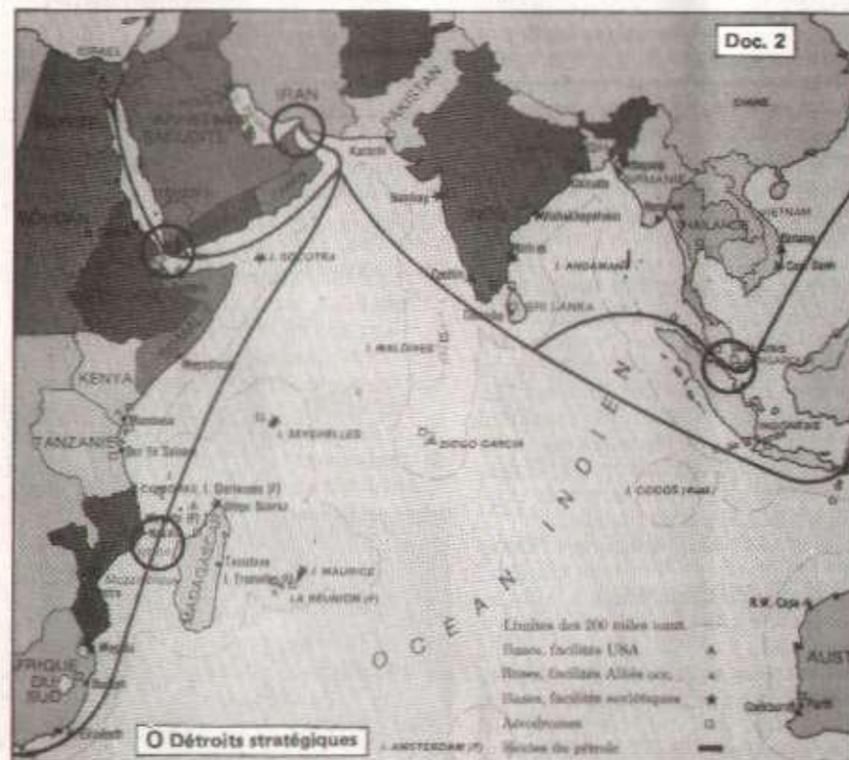
Il est surveillé à partir de l'Est de l'Inde, et surtout, depuis peu, à partir du Vietnam.

avant 1975 : les bâtiments militaires soviétiques sont présents dans la baie de Haïphong.

1975 : la chute du régime de Saïgon

leur permet de mouiller plus au sud, à Danang et Cam Ranh.

1979 : le Vietnam s'engage davantage dans la guerre au Cambodge. Plus que jamais, il devient tributaire de l'Union soviétique. Cam Ranh est alors transformé en base soviétique et en un centre de transmissions essentiel pour sa flotte du Pacifique et de l'océan Indien (après avoir joué un rôle identique pour les Américains).



## DES OBSTACLES A SURMONTER

La présence militaire soviétique dans l'océan Indien se heurte cependant à des problèmes de taille :

— le premier, et non des moindres, est l'éloignement des ports soviétiques : Vladivostok est bien loin et les Soviétiques ne disposent pas de l'équivalent des bases américaines de Subic Bay (Philippines) et Diégo Garcia (ou française de Djibouti dans une moindre mesure).

C'est un obstacle de taille puisque le gros des forces des USA et de leurs alliés dans la région est en mesure de faire le blocus de Vladivostok grâce à leur présence en Corée du Sud et au Japon.

Ce handicap est en passe d'être en partie comblé, surtout grâce à la base de Cam Ranh, et aussi dans une moindre mesure par celles de Socotra et Aden.

Socotra dispose d'une piste installée par les Britanniques, mais les mouillages ne sont pas favorables pour la marine.

Aden est, par contre, un endroit rêvé pour celle-ci, puisqu'il s'agissait du quatrième port pétrolier du monde avant la fermeture du canal de Suez.

— il lui manque encore un centre de coordination de télécommunications et un point d'escale aérienne et navale au milieu de l'océan Indien.

Cependant les Soviétiques disposent d'autres atouts par la présence d'une importante flotte marchande et de pêche pouvant servir d'appui logistique (approvisionnement en mer...), voire pour transporter troupes et matériel militaire.

Cette flotte dépasse de loin en nombre et en tonneaux les flottes occidentales dans la région.

## POUR QUELS OBJECTIFS ?

Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, disait en 1978 : « *La corne de l'Afrique revêt d'abord et avant tout une importance militaire, politique et économique qui réside dans sa position de point d'attache des deux continents de l'Asie et de l'Afrique. Il existe nombre d'excellents ports maritimes dans le golfe Persique et l'océan Indien. De plus, on y trouve des routes maritimes qui relient les pays producteurs de pétrole à l'Amérique et à l'Europe.* »

Ajoutons à ce descriptif qu'en étant de plus présente à l'entrée et à la sortie du détroit de Malacca, l'URSS peut contrôler également les approvisionnements du Japon.

Corrélativement, elle peut, dans l'immédiat, renforcer sa pression sur les pays avec lesquels elle a des « traités d'amitié », intervenir dans les conflits locaux de cette région instable, et aussi être en position plus favorable pour participer à l'exploitation économique des fonds marins (d'où la présence dans cette région de navires océanographiques militaires).

Philippe RIJSEL

## Pour un autre développement

Panne de croissance dans le Nord, étouffement économique dans le Sud, l'état du monde est à la croisée des chemins. A chaque société de relever ce défi inévitable, avec ardeur ou mollement, avec de grands desseins ou à courte-vue, au mépris des peuples ou en solidarité avec eux.

La Chine, un quart de l'humanité, relève ce défi de fin de siècle dans des conditions qui lui sont propres, avec une base matérielle relativement faible, mais avec une détermination indéniable. Ce pays immense défie un nouveau mode de développement qu'il serait dommage de sous-estimer.

La supériorité du socialisme sur le capitalisme, dans le monde, reste à prouver, à la fois sur le plan économique et idéologique, et bien sûr, jamais l'un sans l'autre.

C'est l'économie qui est moteur aujourd'hui en Chine. Tel est le bilan actuel du Parti communiste, après plus de trente années d'édification socialiste. D'aucuns y voient un reniement. Mais l'analyse concrète est beaucoup plus intéressante que les querelles académiques.

Ce qui caractérise l'évolution de la société chinoise, c'est une exceptionnelle souplesse d'adaptation à l'évolution de son contexte intérieur et extérieur.

La Chine est un pays en voie de développement, comme l'on dit pudiquement à l'ONU. Il lui faut élever le niveau de sa base matérielle en s'appuyant sur ses propres structures et en tenant compte de l'environnement international où elle doit aller chercher certains atouts qui lui manquent.

### UNITÉ ET EFFICACITÉ

Depuis 1978, les dirigeants chinois ont entrepris d'adapter les institutions et les mentalités aux exigences d'un développement économique accéléré. L'unité des intérêts ouvriers et paysans a été préservée, c'est la base fondamentale de la vitalité des forces productives et le gage des réussites futures. La politique d'alliance avec d'autres couches de la nation a été réactivée pour que toutes les composantes de la société puissent contribuer, dans le respect mutuel, à l'effort colossal qui est demandé.

L'équilibre entre agriculture, industrie lourde et biens de consommation est soigneusement contrôlé. Trop d'exemples par le monde prouvent le danger de mauvais calculs en la matière.

Les problèmes démographiques sont traités par des mesures volontaristes et contraignantes mais dont le résultat pèsera lourd sur les chances de succès à venir.

Les structures étatiques elles-mêmes ne sont pas épargnées. Elles sont remodelées afin de libérer et d'encourager l'initiative des unités de base. Les raiders bureaucratiques et le centralisme intégral sont mis au pilori.

Les rapports entre le Parti et l'État seront reconsidérés afin d'éviter les confusions permanentes engendrées par la période précédente et la tradition du mouvement communiste mondial.

### ENRICHISSEZ-VOUS!

Afin de libérer les forces productives, les dirigeants chinois ont pris différentes mesures qui ont frappé l'opinion occidentale. La réorganisation des campagnes bouleversant le système des communes populaires, la prolifération de travailleurs indépendants et des entreprises de type coopératif, le système de rémunération d'après le travail fourni, la redéfinition de nouveaux critères de gestion, etc., tout ceci entraîne interrogations et parfois le doute.

Les dirigeants chinois s'en tiennent, dans leur politique, à la primauté de la propriété collective des moyens de production et de l'économie planifiée. Mais dans le but de répondre mieux et plus vite aux besoins populaires, ils ont nettement assoupli le système de propriété et l'économie de marché.

Enrichissez-vous, encourage Deng Xiaoping. Est-ce un nouveau Guizot? Ce serait ni rien comprendre à la situation concrète chinoise que de faire un tel parallèle.

Au plan international, la situation est complexe. Sur le long terme, c'est l'alliance avec le Tiers Monde qui est fondamentale et ouvre des perspectives

d'avenir (et pas seulement économiques). Mais sur le court terme, économiquement parlant, ce sont les pays du Nord qui détiennent les facteurs de progrès : technologies, savoir-faire, expérience industrielle... La politique chinoise intègre tous ces éléments.

— alliance avec le Tiers Monde, en militant inlassablement pour son unité et sa cohésion (priorité aux relations Sud-Sud), en s'opposant fermement aux principaux fauteurs de troubles : les deux superpuissances.

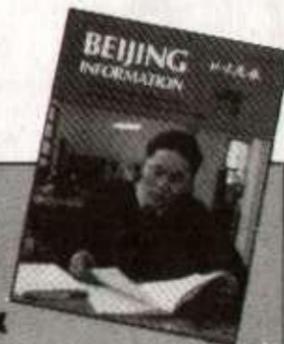
— coopération économique avec les pays industrialisés, ouverture progressive des frontières aux industriels étrangers (zones franches, entreprises à capitaux mixtes, contrats divers...).

Jusqu'où peut-on aller sans remettre en question les fondements de la stratégie socialiste? Il est bien malin le cerveau qui peut nous le dire. En attendant, la Chine connaît une croissance satisfaisante. Rien n'est rose, rien n'est gris. De nombreux problèmes subsistent ou naissent de la pratique.

La confiance populaire dans le Parti communiste se renforce-t-elle? La jeunesse trouve-t-elle son compte dans la situation actuelle? Quelles sont les causes de la délinquance, bien réelle? Pourquoi supprimer le droit de grève dans la Constitution? Le capital international ne va-t-il pas peser sur l'indépendance du pays, indépendance si bien préservée jusqu'à ce jour?

Toutes ces questions restent ouvertes et méritent notre attention. Comprendre la Chine, si complexe et si gigantesque, exige à la fois de l'humilité, de la perspicacité... et beaucoup de patience.

Jean-Michel ROUSSEL



Pour mieux connaître la Chine...



## ...de la politique

## industrielle

### MAXIME DURAND

60 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, les charbonnages et la navale : le gouvernement a décidé de frapper un grand coup dont François Mitterrand a justifié le caractère inéluctable par les nécessités de la concurrence internationale, les décisions de la CEE, la poursuite de la crise, la volonté d'éviter le déclin et d'assurer la modernisation. Les conséquences de la nouvelle politique industrielle sur le tissu économique et social, sur l'organisation même de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier sont dramatiques même si 15 000 congés de conversion et la promesse de non licenciement tentent d'en atténuer la brutalité.

Le mouvement ouvrier et populaire est aujourd'hui confronté à une double série de questions : comment en est-on arrivé là à moins de trois ans après 81 et quelles sont les causes et les conséquences de cette politique industrielle?

Ces décisions sont-elles fatales comme le prétendent Mitterrand et le gouvernement et, sinon, quelles autres perspectives, quelle autre politique?

Ces questions nécessitent plus que jamais un débat approfondi, une confrontation de points de vue au sein du mouvement ouvrier et populaire. Dans cet esprit et sans prétendre ni à l'exhaustivité ni à l'épuisement du sujet, des représentants de plusieurs courants du mouvement ouvrier parlent ensemble de la politique industrielle : Denis Clerc, collaborateur à la revue « Alternatives économiques », Jean-Pierre Vigier, ancien membre du CC du PCF, membre de la Convention communiste, Maxime Durand, membre de la LCR et Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML.

Deux idées simples ressortent de la situation actuelle (Talbot, Citroën, sidérurgie) : d'abord, le problème ne se pose pas en termes de reconversion, que des travailleurs un peu archaïques refuseraient, de transfert de travailleurs d'un secteur à un autre, mais tient à la présence de trop de travailleurs par rapport aux exigences du système; deuxième point qui est un peu lié, si l'on examine ce dont a besoin le capitalisme pour générer une sortie de crise, la marge de manœuvre est de plus en plus étroite pour un traitement social du chômage. On ne peut pas régler le problème en transformant les chômeurs en stagiaires permanents à une échelle de masse, car ce serait transférer le financement des entreprises privées au Budget, alors que le problème est de réduire la masse salariale totale sous toutes ses formes : directe, indirecte et allocations chômage. On est dans une phase où les politiques les plus douces conservant le cadre du système, voient leur marge de manœuvre se réduire rapidement.

### PIERRE BAUBY

Il faut voir l'évolution de la politique gouvernementale depuis trois ans. La première phase a été marquée par l'échec d'une politique de relance keynésienne assez classique. Depuis juin 82, puis mars 83, avec les deux plans d'austérité, et maintenant avec la politique de restructuration volontariste s'appuyant principalement sur les entreprises nationalisées en 81, il y a une évolution continue d'adaptation au système impérialiste, à la concurrence inter-impérialiste et de redéploiement du capital en France et dans le Tiers Monde. Le choix délibéré fait en 81, de ne pas s'engager dans la voie d'une rupture a conduit à un alignement

croissant sur l'ultra-libéralisme à la mode Reagan, même si les formes sont différentes (volet social). Il s'agit de sortir le mieux possible de la concurrence inter-impérialiste, ce dont les travailleurs ici et les peuples du Tiers Monde vont payer la note.

### DENIS CLERC

Si la marge de manœuvre au traitement social du chômage tend globalement à se réduire, le volet social d'accompagnement du troisième plan sidérurgique est intéressant : pas de licenciement, beaucoup de prétraitements, pour la première fois, il y a un effort massif en faveur de la réduction du temps de travail avec les contrats de solidarité, et les contrats de formation-mutation-reconversion. Il ne faut pas sous-estimer cet élément novateur. Une politique libérale aurait été incontestablement plus dure, cela a été le cas en 1977. Plus généralement, d'ici 1986 la sidérurgie française va coûter 12 milliards de francs par an à la collectivité, ce qui représente 100 000 francs par an et par travailleur. Le problème se poserait même dans un autre contexte de rupture avec le capitalisme : le poids croissant du financement public de la sidérurgie était-il supportable? C'est sans doute une vision très économiste des choses. Mais même si on essaie d'avoir un autre point de vue que le critère du profit, n'y a-t-il pas disproportion entre ce financement public et les besoins collectifs ailleurs? 25 000 emplois supprimés ne représentent qu'un mois et demi de suppressions d'emplois dans l'industrie en général au rythme actuel. Le problème est-il celui de la sidérurgie ou plus fondamentalement celui de la perte de substance de l'industrie en général? N'est-ce pas une politique non libérale que de réduire les emplois dans la sidérurgie pour les reporter ailleurs, si tel est bien le cas?

**JEAN-PIERRE VIGIER**

Le problème n'est pas celui de la sidérurgie, mais du vieux tissu industriel occidental.

Dans la bataille pour le partage du monde entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe, celle-ci s'affaïsse.

Il y a montée de l'endettement de l'Europe et destruction de son tissu industriel. Le choix du gouvernement n'est pas nouveau. Il date de mars 83, quand il a accepté de jouer le jeu du système monétaire européen, d'accepter les règles fixées par le capitalisme international avec la domination du dollar, l'exode des capitaux vers les Etats-Unis. On est au début d'un processus de liquidation des grandes concentrations ouvrières qui ont servi de point d'appui aux forces révolutionnaires depuis un siècle. Après la liquidation de la sidérurgie, des charbonnages, de la navale, l'industrie qui subsistera sera d'une autre nature, avec composition différente des travailleurs et transformation profonde du pays. Cette politique s'avance masquée. Le vocabulaire sur la reconversion des travailleurs, l'installation de l'informatique en Lorraine est un écran de fumée car la bataille scientifique, technique et industrielle de l'Europe face aux Etats-Unis et au Japon est déjà perdue. La France va investir moins en 5 ans dans l'informatique qu'une seule grande société américaine en un an. Au bout de cela, il y a à la fois la défaite économique et la défaite politique. Le régime a échoué sur un obstacle énorme : l'impossibilité de changer le système d'éducation, du fait de sa propre base électorale. Au Japon, 40 à 45% des enfants terminent l'enseignement supérieur, en France 12%.

**PIERRE BAUBY**

Il est vrai que quand on regarde la politique de Reagan ou Thatcher ou les projets de la droite, il n'y a pas le volet social. Mais sur quoi vont déboucher les stages de reconversion? Il n'y a aucune garantie. Et cela crée de nouvelles disparités à l'intérieur de la classe ouvrière, entre ceux qui sont dans des pôles de conversion -15000 stages de conversion prévus- et les 2 250 000 chômeurs existants et les 2 500 000 à 2 600 000 prévus pour la fin de l'année. Dans la sidérurgie, dans le cadre du système capitaliste et impérialiste actuel, il est vrai qu'il y a sur-

production et sureffectif. Mais ce n'est que dans le cadre du système. On ne peut pas résoudre le problème de la sidérurgie seul, il faut une autre politique globale. Dans le cas du charbon, c'est d'ailleurs différent, il n'y a pas surproduction. On importe de plus en plus de charbon et les Charbonnages de France achètent des mines dans le Tiers Monde et aux Etats-Unis. Dans le domaine agricole comme dans ces secteurs, le gouvernement veut faire une grande purge pour espérer redémarrer. Cela pose le problème fondamental du patronat, qui se sent aujourd'hui plus fort que jamais non pour réinvestir, mais pour multiplier les suppressions d'emplois -250 000 chômeurs de plus en 6 mois- et pour accroître ses profits. Il y a un blocage qui empêchera le plan gouvernemental de réussir.

**MAXIME DURAND**

On est dans une situation de crise qui ne correspond pas aux mutations. Si on ferme les chantiers navals, c'est qu'il n'y a plus de débouchés du fait de la stagnation du commerce international, et non à cause de nouveaux procédés de fabrication. Il ne faut pas tout mettre sur le compte de mutations techniques, de progrès devant lesquels il n'y aurait plus qu'à s'incliner. Il y a blocage de l'économie capitaliste. Faute de procéder aux ruptures nécessaires, le gouvernement en passe par les recettes connues : rétablissement du taux de profit en supprimant les surcapacités de production, en licenciant, en attaquant le pouvoir d'achat, en réduisant les charges des entreprises. Si Reagan réussit dans une partie de son programme c'est que c'est la puissance impérialiste dominante qui fait payer aux autres, par son déficit budgétaire, son déficit extérieur, le dollar, sa relance. La France n'est pas dans cette situation. Le gouvernement ne sait pas où il nous entraîne. Dans 5 ans, dans quels domaines on sera compétitif? Assurément l'armement. Mais il y a une logique d'inféodation et de déclin industriel présente dans des abandons par rapport aux discours d'il y a deux ans. Si dans une société socialiste on restructure, par exemple dans l'armement, le problème est de savoir qui contrôle le processus. Ainsi qui a décidé qu'en France on arrêterait de construire des logements? Peut-on défendre l'idée qu'il y a une saturation des besoins en logement et en équipements collectifs?

**DENIS CLERC**

Pour revenir à la sidérurgie, je m'interroge sur la possibilité, même au prix d'un protectionnisme certain, de maintenir un outil de production dimensionné à 30 millions de tonnes en 1974, ramené à 24 millions avec le rapport Judet de 1981 à horizon 85, alors que la production n'était que de 17 millions en 1983. Une meilleure satisfaction des besoins justifierait-elle un accroissement de la production? Ce n'est pas sûr.

La production française a diminué de 6,5 millions de tonnes, pour moitié du fait de la réduction de la consommation et pour moitié du fait de pertes de débouchés à l'extérieur. Une politique volontariste, avec protectionnisme, aurait-elle permis de faire autre chose? Je n'en suis pas certain du tout. Par tête d'habitant, la France est un des plus gros consommateurs d'acier et n'est dépassée que par l'URSS et l'Allemagne. Le fond du problème de la sidérurgie est le financement. Peut-on socialiser 12 milliards de pertes par an, 60 milliards en cinq ans? C'est une somme équivalente à celle des investissements industriels des entreprises nationalisées au cours des trois premières années du IX<sup>e</sup> Plan. Socialisme ou pas, c'est incontournable. Ou alors, il faut réduire la consommation. Jusqu'où peut-on aller pour éviter des coûts sociaux? L'objectif du gouvernement n'est pas celui-là, mais de revenir au bon vieux critère de gestion capitaliste, déficit zéro et si possible faire des gains.

C'est vrai qu'il y a abandon complet des objectifs socialistes. Mais la collectivité doit se poser le problème de l'usage des ressources.

**JEAN-PIERRE VIGIER**

Il y a quand même des mesures extraordinaires, telle la fermeture d'Ugine Fos, produisant des aciers spéciaux qu'il va falloir importer des Etats-Unis et du Japon. Le plan donne l'impression d'avoir été improvisé, sans réflexion sérieuse sur les retombées, y compris au niveau du commerce international.

**DENIS CLERC**

L'aberration tient au fait qu'Ugine Fos a été dimensionné pour produire

500 000 tonnes d'aciers spéciaux et en a produit 120 000 l'an dernier. L'aberration a été de construire cette super-usine en 1967 à un moment où le capitalisme pensait que la croissance allait continuer.

**MAXIME DURAND**

Le chiffre de 12 milliards de pertes ne correspond pas aux 25 000 suppressions d'emplois. Cela ferait des salaires de 40 000 francs par mois. Les sidérurgistes ne coûtent pas aussi cher que cela. Il y a surcapacité de production. C'est un problème de dévalorisation du capital. Il y a des investissements qui ne seront pas rentabilisés et dont la «collectivité» supporte le prix. Mais cela n'implique pas les suppressions d'emplois car les économies de salaires ne correspondront pas au problème de financement. Les trois-quarts des débouchés de l'acier sont de l'investissement. Il y a un rapport entre la réduction de la consommation d'acier et le blocage des investissements. Cela explique en partie les surcapacités. Il y a des accords européens de répartition du marché que rien ne justifie. On ne comprend pas pourquoi, étant le troisième producteur mondial, on importe 40% de l'acier. Cela pose aussi le problème de ce que l'on fait des nationalisées. Il y a une logique qui subsiste dans Usinor et Sacilor. Ils se font concurrence par les prix. Mais la logique politique de cela est de rassurer la bourgeoisie, de ne pas impulser un processus de rupture, de production en fonction des besoins, d'une autre logique.

Le fond du problème n'est pas économique mais politique. Il est de ne pas utiliser le potentiel contenu dans la nationalisation des entreprises et du crédit pour imposer aux capitalistes une nouvelle orientation de développement.

**PIERRE BAUBY**

Les mesures prises, dans la logique de récession globale et de diminution de l'emploi, ne règlent pas la contrainte financière d'ici 3 ans. Surtout, il ne faut pas regarder le déficit des prochaines années par rapport à une production constante, mais par rapport à l'immensité des besoins qui sont à satisfaire tant en France que dans le monde. Si on reste dans le cadre du

système, avec la logique dominante de Reagan, l'argument est correct. Mais en établissant de nouveaux rapports avec le Tiers Monde, basés sur l'égalité et l'avantage réciproque, en rupture avec l'impérialisme, on peut lever les contraintes existantes.

**DENIS CLERC**

Je veux faire remarquer qu'il n'y aura pas de licenciements pour les 25 000 suppressions d'emplois de la sidérurgie. L'autre problème est de déclasser des équipements dépassés ou surdimensionnés. Mais dans le plan, il y a aussi la construction de plusieurs aciéries électriques. La capacité de production va peu se réduire au total, mais les usines seront plus performantes. Il fallait rénover une partie de l'outil de production et tirer les conséquences du surdimensionnement des unités construites dans les années 60 et au début des années 70. L'affaiblissement du tissu industriel prend deux aspects : réduction de la part des marchés par rapport aux Américains et aux Japonais et perte du dynamisme dans un certain nombre de secteurs technologiquement déterminants. Nous ne maîtrisons plus le cœur de l'outil. La grosse critique que l'on peut faire au gouvernement est d'avoir passé beaucoup plus de temps à gérer le passé qu'à préparer l'avenir. Il fait une sorte de saint-simonisme velléitaire inspiré par Alain Minc et Servan Schreiber. Que veut dire avoir une politique industrielle novatrice à gauche? Personne n'a apporté de réponse. Ce n'est pas en protégeant l'acier qu'on le fera. Même si on réussit cette politique volontariste, il se posera un problème de réduction de l'emploi industriel qui me paraît évident, du fait des gains de productivité qui cumulés sur 20 ans impliquent la disparition de la moitié des emplois industriels. On peut toujours faire l'hypothèse que ce sera compensé par une croissance de nouveau très forte, axée sur la satisfaction de nouveaux besoins. Cela peut jouer dans certains domaines. Mais je ne suis pas persuadé que pour l'automobile, les chantiers navals, la chimie lourde, la croissance puisse être supérieure à 1% par an. La réponse à cette réduction de l'emploi industriel est la réduction du temps de travail. Dans la sidérurgie, elle est privilégiée, d'autant plus qu'elle sera plus forte. Il y a là une esquisse de rupture avec la logique dominante. Une dynamique peut se mettre en pla-

ce, qui ne sera pas une sortie de crise, mais un élément de refus du libéralisme à l'intérieur du capitalisme.

**JEAN-PIERRE VIGIER**

Subitement la crise prend en Europe la dimension d'une énorme crise de surproduction, liée à la contradiction du marché mondial du capitalisme. On est devant une double mutation : arrivée de machines d'une nature différente avec une productivité accrue, autour de l'automation et arrivée d'une masse de travailleurs sous-payés dans le Tiers Monde. La tentation va devenir presque irrésistible pour les multinationales en particulier de transporter la vieille industrie dans le Tiers Monde, où le coût de la main-d'œuvre est beaucoup plus bas. La crise va s'accroître et non diminuer. On n'est pas vers la fin du tunnel mais au début d'une nouvelle étape de la crise. La réduction de la durée du travail est une sortie, mais elle n'est pas compatible avec la logique du pouvoir à l'heure actuelle. Il n'y a pas de voie vers un redressement de la situation dans la conférence de presse de Mitterrand. Il n'y a pas de virage technologique vers d'autres industries, pas de transformation de l'éducation. Il y aura liquidation du vieux secteur industriel sans contreparties. D'autant qu'il n'y a pas eu un mot sur les mesures protectionnistes prises par les Américains contre l'acier européen. On ne peut se présenter comme le meilleur allié des Etats-Unis et les accuser de scier l'industrie européenne.

**PIERRE BAUBY**

Il n'y a pas de fatalisme à la réduction des emplois industriels du fait des progrès de productivité. Il y a des choix politiques à faire. Si on se situe dans le cadre du système tel qu'il est aujourd'hui, on y va tout droit, il n'y a qu'à regarder les chiffres du chômage. Mais il y a une immensité de besoins à satisfaire en France et dans le monde. Cela nécessite une autre politique, d'engager un processus de rupture tant avec le capitalisme en France qu'avec son insertion dans le système impérialiste. C'est possible en partant des besoins des travailleurs et de la population en France et de ceux des peuples et pays du Tiers Monde qui sont complémentaires, même s'ils ne sont pas identiques. Mais les uns et les autres sont exploités par le même système.

Il y a possibilité d'une alliance contre cette cible unique, contre ce système. En changeant complètement les rapports avec le Tiers Monde par la négociation, en changeant la logique économique et politique en France même. Il y a une perspective en termes de sortie de crise. Cela posera des problèmes de restructuration. Il ne faut pas avoir une vision figée. Mais dans un processus comme celui-là, les restructurations et reconversions seraient posées de manière tout à fait différente. Les travailleurs en seraient maîtres pour la satisfaction de leurs besoins.

MAXIME DURAND

Du progrès technique, on peut faire plusieurs choses : augmenter la production, réduire la durée du travail, préférer ralentir la productivité, pour « produire autrement ». Il y a un choix social qu'on peut imaginer. Mais on est dans un système économique où la décision va vers le choix socialement le plus absurde et le plus difficile. On va vers une augmentation du chômage et du temps partiel. Le capitalisme va choisir les solutions les plus excluant les possibles, si on ne met pas le holà. Par ailleurs, jusqu'où va-t-on avec la recherche de la compétitivité? En poussant le raisonnement à l'absurde, est-on pour aligner les salaires des travailleurs français sur les salaires sud-coréens? Une autre politique implique des ruptures avec les contraintes de l'économie mondiale.

JEAN-PIERRE VIGIER

Oui, il y a une autre politique immédiatement possible : engager la bataille contre les accords de la Jamaïque et contre le dollar et sortir du système monétaire européen, dévaluer largement et laisser flotter le franc, ce qui casse la logique du système; changer les rapports avec le Tiers Monde, arrêter de soutenir les Américains et leur ordre financier, supprimer la moitié des dettes du Tiers Monde et réévaluer les autres à long terme; prendre des mesures protectionnistes, en refusant le tabou qu'il y a à gauche sur cette question — le Japon s'est construit industriellement sur une politique fortement protectionniste. Cela implique la sortie de la CEE ou d'avec certains de ses règlements; multiplier des accords de troc avec le Tiers Monde,

d'équipement à long terme, d'exportation de produits alimentaires, en combattant la division internationale. Ce qu'il y a d'insupportable dans la politique actuelle, c'est qu'on demande des sacrifices aux gens sans leur offrir rien à l'avenir. Si on veut franchir le seuil de la nouvelle révolution technique et scientifique, il va y avoir un certain nombre de sacrifices. Mais la grande compensation qu'on peut faire c'est la transformation radicale du système d'éducation pour l'ouvrir à la masse des jeunes. Toute classe qui fait sa révolution commence par changer le système d'éducation. Sur ce point, la faillite de la gauche est radicale.

DENIS CLERC

Les ruptures ne peuvent s'opérer du jour au lendemain aussi facilement. Certaines me semblent être de fausses ruptures, comme la sortie du SME. Il aurait fallu le faire l'an dernier. Le franc flotte déjà par rapport au dollar. Une dévaluation très forte n'apporterait pas grand chose car le tissu industriel français est plein de trous et que la quasi-totalité des importations est contrainte. Il faut aussi une politique industrielle volontariste. On retrouve le problème de produire pour les besoins, qui est toujours passé sous la table actuellement, celui de la planification. C'est le cadavre dans le placard. La gauche parachève l'œuvre du giscardisme. Il faut effectivement sortir les échanges avec le Tiers Monde d'une vision mercantile des choses surtout dans un cadre d'échange inégal comme nous le vivons. Mais il faut aider les gens à produire, à recouvrer leur autonomie, leur indépendance, à autocentrer leur développement et surtout pas à les rendre encore plus dépendants. Ce n'est pas n'importe quel type d'accord. Quant aux créances françaises sur le Tiers Monde, la quasi-totalité est abandonnée. Enfin, le protectionnisme me paraît essentiel : planification plus protectionnisme, c'est la politique alternative, mais ce n'est pas la rupture dont on a parlé. La rupture est quelque chose de beaucoup plus long car le poids du marché mondial continuera à jouer fortement. Derrière le protectionnisme se profile le fait qu'il faudra payer plus cher un certain nombre de produits. Il faudra affecter une réduction nécessaire du niveau de vie. Une politique de gauche est d'abord une politique de redistribution du pouvoir d'achat pour faciliter un protectionnis-

me qui a un prix et un risque. Il faut se méfier des chocs en retour et des mesures de rétorsion. Et il y a un risque d'immobilisme.

PIERRE BAUBY

La rupture est effectivement un processus long. Sur le protectionnisme, il faut bien voir que toutes les expériences de construction du capitalisme comme les expériences de construction du socialisme ont été obligées de recourir à des mesures protectionnistes au départ. Cela ne veut pas dire autarcie. Cela doit s'accompagner d'une politique industrielle et d'une planification reposant sur la satisfaction des besoins. Cela n'entraînera pas nécessairement une baisse du niveau de vie à moyen terme. Car dans ce processus, cela libère des capacités gigantesques qui sont aujourd'hui inemployées ou gaspillées par le système. Il y a possibilité d'employer les 2 500 000 chômeurs pour satisfaire des besoins.

DENIS CLERC

C'est peut-être vrai, mais il faudrait regarder les délais et il y a toute une mythologie de gauche sur la libération des forces productives. En tout cas, cela nécessitera un investissement industriel beaucoup plus important qu'à l'heure actuelle, ce qui veut dire une diminution relative de la part de la consommation.

MAXIME DURAND

On est d'accord sur la nécessité d'une certaine rupture, sur le fait que cela ne peut se faire du jour au lendemain, mais on ne peut pas en conclure que rien n'est possible. La gauche est au pouvoir depuis 3 ans, on ne peut pas passer 3 ans à dire que cela met du temps pour se retrouver au même résultat. Ainsi la construction d'équipements collectifs, de crèches, de moyens de transports, de logements ne nécessite pas d'investissements massifs, car les capacités de production existent. Immédiatement des choses sont possibles. Ce qui fait obstacle c'est le fait de ne pas vouloir rompre. Le problème est politique et non technique : pour qui on veut gouverner et jusqu'à quel point on veut s'affronter à la classe dominante. □



Michael SMITH

*Tribune Africaine*, revue à la parution, hélas, irrégulière, a organisé une semaine culturelle, reflétant ses préoccupations, et au cours de laquelle se sont succédés forums, conférences, concerts...

DES DÉBATS NÉCESSAIRES

Le ton fut donné dès le premier forum dont le thème était « Le mouvement anticolonialiste africain dans la France de l'entre-deux guerres ». En effet, si l'on a à l'esprit les luttes pour l'indépendance menées en Afrique et aussi en Asie (Vietnam) au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'émergence du mouvement anti-colonialiste animé en France même par des hommes comme Ho Chi Minh, Lamine Senghor... dans les années 1920-1930, est beaucoup moins connue.

Le second forum eut pour sujet « Littérature et langues nationales en Afrique » avec la participation, entre autres, de l'écrivain kenyan N'Gugi Wa Thongo. Les premières interventions soulignèrent le fait que si la définition de la nation donnée par Staline s'était avérée juste dans l'étape de la lutte contre le colonialisme, elle s'avérait insuffisante à l'heure actuelle où les langues africaines sont parlées par la majorité de la population et montrèrent que les écrivains africains de la génération de l'indépendance n'ont été, pour la plupart, que les interprètes de la révolte africaine auprès des Européens et d'une certaine élite africaine. Les orateurs ont souligné que, pour eux, le recours aux langues de la tradition orale dans la littérature, tout en respectant leur diversité, était un moyen de renforcer l'unité africaine, tout en démontrant que certains dirigeants, tels Senghor, avaient utilisé cette diversité pour imposer, comme unificatrice, la langue du pays colonisateur.

N'Gugi Wa Thongo, qui jusqu'en 1977 écrivait en langue anglaise (son roman « *Pétales de sang* » va être publié par Présence Africaine), a depuis lors renoué avec la tradition en écrivant en kikuyu et en swahili.

PAROLES NOIRES

que, le retour à la tradition africaine, la dénonciation des crimes de l'apartheid... et qui est le mode d'expression aussi bien de marxistes comme Linton Kwezi Johnson, l'un des animateurs de la communauté noire de Brixton (banlieue de Londres); des rastas comme Muta Baruka — présent en France pour la première fois et dont les textes dénoncent la rivalité des deux superpuissances en Afrique et aux Caraïbes et évoquent l'exploitation que subissent les « sœurs » du ghetto — et Oku Onuara, proche ami de Michael Smith, qui remua ciel et terre pour faire connaître son assassinat.

HOMMAGE A MICHAEL SMITH

Le temps fort de cette semaine fut l'hommage au poète jamaïcain assassiné Michael Smith, et qui rassembla pendant sept heures, devant une salle comble, poètes et musiciens noirs d'Afrique, des Caraïbes, des Antilles...

Avec en toile de fond une grande fresque du peintre Fluoman représentant le portrait de Michael Smith se détachant sur le continent africain, le groupe de Djiby Soumane (Sénégal) plongea le public dans le monde de la musique et des danses traditionnelles. Egalement sénégalais, Baaba Maal qui lie étroitement tradition et modernité : la force, les intonations surprenantes de sa voix, le rythme de la musique — guitares sèches avec micros et percussions — qui mêle mélodie traditionnelle et sonorités modernes, sont envoûtants. Les thèmes des chansons, en wolof ou en bambara, abordent la vie quotidienne en Afrique, l'immigration, dénoncent l'apartheid. Le poète camerounais Paul Dakeyo récita quelques-uns de ses poèmes, chants d'amour de la terre africaine, cris de désespoir et de colère dédiés aux enfants de Soweto.

Magie du verbe, du mot, poésie qui chante, chant poétique avec les représentants de la « *dub poetry* » jamaïcaine; cette poésie très rythmée, en créole, accompagnée ou non de musique réagit et qui puise son inspiration dans la situation à la Jamaïque.

Si la renommée de ceux-ci est bien établie, la révélation est

venue de trois jeunes femmes : Nefertiti Gayle, Mabinte Cyrus et Cynthia Dowe dont les poèmes, dits ou chantés, évoquent la condition de la femme noire, la nécessité de s'appuyer sur la tradition pour aller de l'avant mais aussi le rejet de l'intégration dans des sociétés multiraciales (Nefertiti Gayle). Tous les artistes présents, quel que soit leur mode d'expression, étant animés d'un même souci, poursuivent une même démarche : la revendication d'un identité culturelle.

Et si récemment le mot d'ordre des assises du MRAP était « *Vivre ensemble avec nos différences* », nul doute que la semaine culturelle de *Tribune africaine* aura, à travers ses divers aspects, largement contribué à la connaissance, au respect de « l'autre », à la solidarité face à l'exploitation où qu'elle soit, d'où qu'elle vienne.

Cat BRUMA, Serge SENEZ, Robert VALLOT

MI CYANN BELIEVE IT

*Mi seh mi cyaan believe it*

*one lickle bwoy come blow im an mi look pan im wid scorn an mi realize ow mi five bwoy pickney was a victim of de tricks dem call partisan pally-trix (...)*

*Doris a modder of four get a wuk as a domestic boss man move een an bap si kaisico she pregnant again bap si kaisico she pregnant again an mi cyaan believe it*

*Dah yard de odder night when mi hear « Fire! » Who dead? You dead? Who dead? Me dead? Who dead? Harry dead? Who dead? Eleven dead Wooooooooo Orange Street fire deh pan me*

*an mi cyaan believe it mi seh mi cyaan believe it*

JE NE PEUX PAS LE CROIRE

*Je dis, je ne peux pas le croire (...)*

*Un petit garçon souffle dans une trompe Et moi, je le regarde avec mépris et je me rends compte que mes cinq garçons sont victimes des combines qu'ils appellent la poli-trique partisane*

*Doris, mère de quatre enfants trouve un travail de domestique le patron se ramène et patatra, elle se retrouve encainte patrata, elle se retrouve encainte et je ne peux pas le croire*

*Dans la cour l'autre soir J'entends « Feu! » Qui est mort? Tu es mort? Qui est mort? Je suis mort? Qui est mort? Harry est mort? Qui est mort? onze morts Wooooooooo Orange Street, ils tirent au-dessus de ma tête*

*Et je ne peux pas le croire je dis, je ne peux pas le croire*

Michael SMITH (*Mi cyaan believe it* — ADA production)

SYNDICAT DES EMPLOYÉS D'AMIENS  
ET DE LA SOMME  
18, RUE A. COCHIN, AMIENS

# EMPLOYÉS

**Si vous êtes satisfaits**  
**SI VOUS CONSENTEZ** à voir toujours  
 l'arbitraire et le caprice du maître faire  
 la loi absolue dans les bureaux et les  
 magasins.  
**SI VOUS TROUVEZ BON** que les em-  
 ployés soient chèrement payés, que les  
 femmes soient douloureusement exploitées.  
**SI VOUS APPROUVEZ** l'insécurité de  
 votre emploi.  
**SI VOUS VOYEZ** sans crainte le renvoi qui  
 vous guette, la misère pour vos vieux jours.  
**NE LISEZ PAS CETTE AFFICHE**  
**MAIS...**

**SI** que la dignité de votre  
 travail soit respectée,  
 un statut qui vous garan-  
 tisse contre l'injustice,  
 des appointements rai-  
 sonnables pour les hom-  
 mes comme pour les  
 femmes.  
**VOUS** le repos dominical, la  
 semaine anglaise, le res-  
 pect de la journée de  
 huit heures.  
**VOULEZ** une bonne application  
 des Assurances Sociales  
 et des Vacances annuelles  
 payées.

**A LORS...**  
 Dites-vous bien que votre isolement est la  
 cause de votre faiblesse et des misères que vous  
 endurez.  
 Seul le Syndicat peut vous permettre d'amé-  
 liorer votre sort. Les quelques avantages dont  
 vous profitez déjà, c'est à l'action syndicale que  
 vous les devez.  
 Vos pouvoirs et sont syndicaux pour défendre leurs intérêts.

**EMPLOYÉS DES DEUX SEXES**  
**SYNDIQUEZ-VOUS !**

FÊTONS L'UNITÉ  
**1<sup>ER</sup> MAI**  
 1936

**LUTONS POUR LES 40 HEURES**  
 POUR LA CHARTRE OUVRIÈRE  
 POUR LA PAIX

Samedi 11 Septembre, à 8 h. du soir  
 1936 DE LA PAIX, DE LA CHARTRE OUVRIÈRE

## RÉUNION GÉNÉRALE

# L'UNION DES TISSEURS

ET SIMILAIRES

## CONGRÈS NATIONAL

Reunion et Congrès.  
 Le Congrès sera tenu au siège fédéral, 10 rue de la Paix, à Paris, le samedi 11 septembre 1936, à 8 heures du soir.  
 Ordre du jour.  
 1. Rapport de la Commission générale.  
 2. Rapport de la Commission de la Paix.  
 3. Rapport de la Commission de la Charte Ouvrière.  
 4. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 5. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 6. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 7. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 8. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 9. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.  
 10. Rapport de la Commission de la Formation Professionnelle.

**VOTEZ**  
**C.F.D.T.**

# VOUS ET NOUS

## DANS LA CGT

**POUR NOS 35 HEURES**

CGT

egt

**Halte !**  
**Au massacre**  
**des industries**

Nous  
 voulons  
 Travailler.

« TOUT ÇA C'EST  
 EN FAVEUR  
 DE LA PAIX ! »

« C'EST  
 CHANGER  
 TOUT ÇA  
 EN FAVEUR  
 DE LA PAIX ! »

# UN SIECLE D'ACTION SYNDICALE

La loi qui autorisa les syndicats a eu cent ans le 21 mars. Elle fut gagnée après des dizaines d'années de luttes téméraires durant lesquelles la « coalition » était un crime, le militant ouvrier un « hors la loi ».

Depuis, le droit syndical est resté un enjeu décisif dans l'affrontement entre travailleurs et patronat. Enjeu quotidien à l'entreprise. Enjeu historique que le capitalisme a remis en cause à chaque instant où le rapport de forces lui était favorable. Ce fut la « Charte du Travail » de Pétain. Ce pourrait être des lois antisyndicales et antiouvrières demain si l'on en juge par le programme RPR.

A chaque sommet de la mobilisation populaire — 1936, 1945, 1968 — le droit syndical a conquis des galons, fruits et instruments des luttes. Dans ces cent années où, dans notre pays, a dominé la tradition de lutte de classes du syndicalisme, le droit syndical a constitué un tremplin de la lutte ouvrière. Une autre conception du syndicalisme présente et nullement négligeable, lui assigne une autre fonction : celle de durablement codifier un consensus de classes, de faire du syndicat une « institution » régulant les rapports entre les classes. L'enjeu est bien concret à l'heure où s'expriment tant bien que mal certains des « droits nouveaux ». Et combien décisif ! Rappeler cent ans de syndicalisme n'invite ni à la commémoration figée, ignorante des problèmes du présent, ni au rejet d'un syndicalisme prétendument « dépassé » et « rétro ». Au moment où des transformations économiques, sociales, culturelles, de grande ampleur bouleversent la classe ouvrière, l'évocation de l'audace de ses combats passés impose de fusionner sa tradition de classe et les exigences d'une réalité nouvelle.